



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER NATIONAL
UNIVERSITAIRE DE FANN
(CHNUF)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2012**

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann (CHNUF) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier National Universitaire de Fann (CHNUF) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

a) l'examen de l'appel d'offres portant **acquisition d'équipements médicaux pour le laboratoire d'anatomo-pathologie, (Lot N° 1) et d'un appareil pour la mammographie (Lot N° 2)** attribués respectivement à **Technologie Services** pour **29 561 000 F CFA** et **MHO** pour **68 000 000 F CFA** soit un montant global de **97 561 000 F CFA TTC**, nous a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'avis d'appel d'offres et le DAO ont inclus parmi les critères de qualification des candidats, l'exigence d'avoir exécuté au moins un (01) marché de nature et de taille similaire. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, si au regard de l'article 27 du COA, l'autorité contractante est fondée à requérir des candidats à un marché public une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, elle ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire, par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès au marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;
- une confusion a été faite lors de l'examen préliminaire des offres, entre la vérification des critères de recevabilité des offres faite, avant l'examen détaillé des offres et la vérification des critères de qualification des candidats faite ex-post, d'abord pour le candidat ayant proposé l'offre conforme la moins disante. Le non respect d'un critère de qualification a entraîné, au stade de l'examen préliminaire, le rejet d'une offre. Nous précisons que la recevabilité des offres est examinée au regard des dispositions des articles 43 et 44 du CMP et l'attribution au regard de l'article 59 du CMP ; les critères de sélection des candidats ne peuvent être inclus dans les critères d'attribution qui doivent essentiellement, viser à identifier l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- le recueil de la Garantie de Bonne Exécution de MHO, attributaire du lot N° 2 n'a pas été effectué, conformément aux délais prescrits dans les points 42.1 et 42.2 des IC du DAO et à l'article 115 du CMP. Nonobstant les conséquences de la non constitution de la garantie de bonne exécution dans les délais prescrits sur la décision d'attribution, le texte de la Garantie de Bonne Exécution produite par MHO ne

comprend pas une disposition du modèle qui donne la faculté à l'Autorité Contractante de demander au Garant, au plus une fois et pour une période pouvant aller jusqu'à un an, une prorogation de la durée de validité de la Garantie de Bonne Exécution. Cette disposition des Dossiers-Types que nous invoquons à dessein est illégale car, l'Autorité Contractante ne saurait se substituer à l'attributaire pour donner des instructions au Garant auquel il n'est pas contractuellement lié, pour proroger la durée de validité de la garantie de Bonne Exécution de l'attributaire à qui cette initiative revient de droit sur demande de l'Autorité Contractante.

- nous avons noté un retard de quatre mois dans l'exécution du marché non sanctionné par le décompte des intérêts de retard contractuels, en violation de l'article 134 du CMP qui justifierait la prorogation ci-avant évoquée ;
- b) pour l'appel d'offres relatif à **l'achat de Consommables informatiques, matériel et produits d'entretien, imprimés et carnets à volet idem, fournitures de bureau, pour un montant global de 107 736 891 F CFA TTC**, réparti en quatre (4) lots, **attribués à ETI pour les lots 1 et 2**, pour les montants respectifs de 38 641 460 F CFA TTC et 23 812 400 F CFA TTC, à EUROGRAPH, **pour le lot 3**, pour un montant de 17 934 761 F CFA TTC et à DISMAT, **pour le lot 4**, pour un montant de 27 348 270 F CFA TTC , les mêmes observations que celles évoquées ci-avant relatives aux exigences liées à la taille des marchés, à la confusion entre les critères liés à l'offre et ceux liés aux candidats, à la constitution de la GBE ont encore été faites. Par ailleurs, nous avons relevé une incohérence du DAO qui, dans ses DPAO exigent la justification d'un marché de nature et de taille similaires lors des trois dernières années, pour, par la suite, requérir une attestation de service fait pour l'exécution d'au moins deux marchés similaires au cours des trois dernières années. Ce marché a été exécuté comme un marché à commandes alors que cette particularité n'avait pas été annoncée dans le DAO. Sous ce rapport, il convient de préciser que le DAO n'avait pas été soumis à l'avis préalable de la DCMP alors qu'au regard des dispositions de l'article 140 du CMP, les marchés à commandes, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles doivent être soumis à l'avis préalable de la DCMP sur les DAC, avant le lancement de la procédure de concurrence ;
- c) l'examen de **l'appel d'offres relatif à l'acquisition de matériel médical au profit du Service de Neuroradiologie, attribué à MONITORING RADIOLOGY SYSTEMS (MRS), pour un montant de 255 890 000 FCFA HT HD HTVA** nous a permis de noter de nombreuses déficiences dans l'archivage des documents relatifs à la passation de ce marché. Le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas le DAO, les observations de la DCMP sur

ledit DAO, les copies des convocations adressées aux membres de la commission des marchés (article 39 du CMP), les justificatifs de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats (article 67.4 du CMP), les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, les attestations de mainlevées de leurs garanties de soumission (article 83.3 du CMP), la lettre de notification de l'attribution définitive et les justificatifs d'exécution et de règlement du marché. En outre, il s'est passé un délai de plus d'un an entre la notification de l'attribution définitive du marché et la publication de l'avis d'attribution définitive, en violation des dispositions de l'article 85.4 du CMP, qui fixe un délai de quinze (15) jours entre la notification du marché et la publication de l'avis d'attribution définitive. L'attestation d'existence de crédits a été établie à une date postérieure à la date de signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP qui suppose l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché et la date de production de la garantie de bonne exécution est postérieure de plus d'un an, à la date de signature du marché, en violation de l'article 115 du CMP qui stipule « la garantie de bonne exécution doit être constituée en totalité lors de la signature du marché. ». Nous précisons sous ce rapport que les Dossiers Types tout comme l'article 115 du CMP doivent faire l'objet d'une reformulation car la GBE ne peut être constituée qu'après la notification du marché qui ne sera faite qu'après signature, approbation et numérotation par la DCMP.

- d) l'examen de **l'appel d'offres relatif à la fourniture de produits pharmaceutiques, de matériels médico-chirurgicaux, de réactifs et de consommables de laboratoires**, réparti en quatre (4) lots, **pour un montant global de 526 937 973 F CFA HT HD et 14 attributaires**, nous a permis de noter, en plus des irrégularités et du problème d'archivage ci-avant relevés, plusieurs entorses substantielles à la réglementation. En effet, le délai de préparation des offres accordé aux soumissionnaires est de vingt neuf jours, en violation des trente jours calendaires, à compter de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, tel que stipulé dans l'article 63.2 du CMP dans le cas d'un appel d'offres national. Le non respect du délai réglementaire de préparation des offres est susceptible d'un recours, par toute personne intéressée à la procédure et peut entraîner son annulation. En outre, il est demandé aux candidats de fournir la preuve d'avoir déjà réalisé au moins un (01) marché de nature et de taille similaire, durant les 3 dernières années alors que, l'exigence des candidats, d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et d'une rupture du principe d'égalité des candidats. Par ailleurs, l'attribution provisoire n'est intervenue qu'un (1) mois et demi (1/2) après l'ouverture des plis, en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours, entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché. Durant tout le processus et jusqu'à l'attribution provisoire, la nature des prix des marchés était HT/HD et

ce n'est qu'à la publication de l'avis d'attribution définitive qu'elle est devenue TTC, sans aucune explication ; en outre, sur les justificatifs de paiement de MRS, le PV de réception 40/STM relatif au Bon de Commande 001858 d'un montant de 2 175 000 FCFA est daté du 28 Novembre 2011 et est antérieur au lancement du marché (Février 2012), laissant entrevoir la régularisation d'une opération déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA ;

- e) **l'appel d'offres portant acquisition de fournitures d'atelier et de maintenance**, subdivisé en **trois (3) lots, attribué à SEN-CADUCET SARL, pour un montant global de 66 969 425 FCFA**, est entaché d'entorses à la réglementation des marchés. En effet, le contrat a été approuvé, numéroté, notifié et enregistré antérieurement à sa souscription, laissant entrevoir la régularisation d'une opération déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA. En outre, il est demandé aux candidats de fournir la preuve d'avoir déjà réalisé au moins un (01) marché de nature et de taille similaire durant les 3 dernières années alors que, l'exigence des candidats d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, une entrave au libre accès à la commande publique et une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats ;
- f) l'examen de la **DRP portant Fourniture et installation d'un (01) groupe électrogène de 150 KVA**, attribué à SOFICA, pour un montant de 14 947 060 F CFA TTC, nous a permis de noter les non conformités ci-après :
- le cahier de charges mentionne au titre des critères de qualification le respect des normes AFNOR, ISO, UTE et IEC ; il est indispensable, dans un cahier des charges, d'indiquer expressément, en sus du nom générique de l'organisme de normalisation, le ou les numéros de la ou des normes, auxquelles il faut se conformer mais aussi la méthode de contrôle desdites normes à appliquer ;
 - nous avons noté pour l'offre du soumissionnaire Ets Ibrahima Diallo, une incohérence entre le prix indiqué dans le procès verbal d'ouverture des plis (14 900 000 F CFA TTC) et celui consigné dans le rapport d'évaluation (18 582 000 F CFA TTC) ; le niveau de ce prix, qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres, a motivé, au stade de l'examen préliminaire, la déclaration de cette offre ainsi que de celle de Matforce non conformes et non admises pour examen détaillé ; l'élimination prématurée de ces deux candidats est une entorse à l'application des dispositions des articles 43, 44 et 59 du CMP. Leurs offres auraient dû être examinées dans le détail, car le critère prix n'était pas le seul critère de jugement des offres et n'aurait pas dû entraîner le rejet à l'examen préliminaire des offres, même si les montants dépassaient le seuil fixé à l'article 53 du CMP, pour les

marchés passés par DRP. Nous avons noté que ce critère prix a plus motivé la décision du Comité Technique d'Evaluation et de la Commission des Marchés dans la mesure où, les offres des deux candidats ETS AIFA et SOFICA ont été jugées conformes aux spécifications techniques et admises à l'examen détaillé, alors qu'aucune desdites spécifications n'a fait l'objet d'évaluation et que le premier attributaire, ETS AIFA, n'avait pas rempli tous ces critères notamment, celui de la formation des techniciens de maintenance si l'on se réfère à l'offre de ce dernier, contrairement au second moins disant SOFICA qui avait satisfait à ce critère. Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et d'abord pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié. Plusieurs incohérences ont été notées dans le déroulement des deux (2) procédures. La première procédure, lancée en Août 2012, avait abouti à la conclusion d'un contrat avec ETS AIFA, pour un montant de 14 050 000 F CFA TTC en novembre 2012 ;

- L'Autorité Contractante a par la suite, pris une décision de résiliation du contrat avec AIFA en février 2013, sans respecter le formalisme requis notamment, en adressant une mise en demeure formelle à l'attributaire, sommant le titulaire du marché de se conformer à ses obligations contractuelles dans un délai déterminé faute de quoi, la résiliation du contrat sera prononcée à ses torts. Une confusion a été notée car ladite lettre de résiliation a plutôt été notifiée à SOFICA qui n'était pas le titulaire du marché incriminé. Notons que la procédure de DRP a été relancée avant la notification de la résiliation, au titulaire défaillant.

- g) l'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'entretien général annuel des 10 groupes électrogènes du CHNUF de Fann, attribué à ETP ALASSANE PREIRA**, pour un montant de **8 260 000 F CFA TTC**, nous a permis de noter plusieurs irrégularités : le contrat comporte une clause de tacite reconduction interdite dans les marchés publics qui supposent une remise en concurrence périodique, sous peine de nullité des contrats ;
- h) les pratiques collusives dans la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix déjà mentionnées dans nos rapports de revue des marchés au titre de l'exercice 2010 ont encore été notées au cours de la gestion 2012. Ainsi, sur un échantillon de seize (16) Demandes de Renseignements et de Prix déroulées par le CHNUF, représentant une valeur estimée à 197 002 656 F CFA, huit (8) dont la valeur est estimée à 93 135 827 F CFA , sont entachées d'indices de collusion, en violation du principe de transparence édicté par le Code

des Obligations de l'Administration dans son article 24. Cela représente 50% de l'échantillon-test en nombre et 47,28% en valeur. La persistance des pratiques collusives, le lancement de procédures de DRP, aux fins de régularisation de marchés déjà exécutés ou ayant connu un début d'exécution (une régularisation a été identifiée dans notre échantillon test en violation de l'article 44 du COA), constituent des entorses à l'exigence de transparence des procédures, consacrée par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration auquel il convient de se conformer;

- i) l'examen de la **DRP** relative à l'exécution des **travaux de transformation du service de cardiologie en clinique d'exploration cardiaque**, attribué à CERN pour 22 900 000 F CFA, a permis de constater que des offres ont été rejetées au stade de l'examen préliminaire, au motif que leurs montants dépassaient le seuil de passation des marchés par appel d'offres. Comme indiqué au point **f)** ci-avant, l'élimination prématurée de ces candidats est une entorse à l'application des dispositions des articles 43, 44 et 59 du CMP. Leurs offres auraient dû être examinées dans le détail car, le critère prix n'était pas le seul critère de jugement des offres et n'aurait pas dû entraîner le rejet à l'examen préliminaire, des offres même si les montants dépassaient le seuil fixé à l'article 53, pour les marchés passés par DRP. Il s'y ajoute que nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures de vérifications prévues, le dossier de marché ne comprenant pas les offres des candidats ;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistants à l'issue de nos travaux

- a) l'examen du dossier de passation du marché par entente directe conclu avec **SYSTEMES MEDICAUX (SSM)** pour la **fourniture de réactifs (CELLPACK, CELLCLEAN) et consommables**, pour un montant de **13 507 823 F CFA TTC**, a permis de noter des déficiences dans le classement des pièces de marché, la demande d'avis adressée à la DCMP n'y étant pas classée. Par ailleurs, l'article 75 alinéa 2 du CMP, auquel il est fait référence dans le modèle d'acte d'engagement et relatif au contrôle spécifique du prix de revient, n'est plus d'actualité ; il a été remplacé par l'article 76 alinéa 2 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP, auquel il convient de se référer. Il convient de noter encore une fois qu'il ne suffit pas de mentionner dans les contrats l'obligation de les soumettre au contrôle des prix de revient ; encore faudrait il que la nature des informations à contrôler soit identifiée, leur périodicité de transmission définie et que l'Autorité Contractante soit en mesure de mettre en œuvre les contrôles. Enfin, il s'est écoulé 38 jours, entre la date de souscription du contrat et la date d'émission de l'avis favorable de la DCMP, sur le projet de contrat. Cet écart est anormalement long car, le délai réglementaire entre ces deux étapes de la passation est de 20 jours ; un délai de 43 jours s'est également passé entre la souscription et l'approbation du marché ;

b) des déficiences ont été notées dans le classement et l'archivage des documents de marchés :

- les convocations adressées aux membres de la CM pour les séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas classées et le vérificateur ne peut pas s'assurer du respect des délais réglementaires fixés par l'article 39 du CMP ;
- les justificatifs de la transmission du procès verbal d'ouverture des plis ne sont pas non plus classés pour permettre de s'assurer du respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP ;
- les délais accordés aux candidats ayant des dossiers administratifs incomplets ne s'étendent pas jusqu'à l'attribution des marchés. Quand bien même, la Commission des Marchés peut valablement fixer des délais inférieurs, elle est tout de même tenue d'accepter les compléments de dossiers administratifs, dès lors qu'ils parviennent à la CM pendant le délai qui lui est imparti, pour l'attribution du marché (articles 44.3 et 70 du CMP) ;
- nous avons noté de manière générale une insuffisance dans la formalisation des procédures de passation des marchés, sur l'établissement de lettres de main levée des garanties de soumission, sur le classement des offres des soumissionnaires, sur le classement des attestations de précompte de la TVA et des justificatifs de leur reversement, sur l'établissement des décomptes de pénalités de retard.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	10
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	12
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	13
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	27
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	29
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	31
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	39
2.1 Présentation du CHNUF	40
2.2 Contexte de l'intervention	40
2.3 Objectifs de la mission	41
2.3.1 Objectifs généraux	41
2.3.2 Objectifs spécifiques	42
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	43
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	45
3 Approche méthodologique	46
3.1 Revue approfondie des textes de référence	47
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	49
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	50
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	51
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	52
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	53
4 Résultats des travaux	54
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	55
4.1.1 Commission des marchés	55
4.1.2 Cellule de passation des marchés	55
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	56
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	56
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	56
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	57
4.1.5 Rappel des seuils applicables au CHNUF	57
4.2 Examen des marchés	58
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	58
4.2.2 Marchés conclus par Entente Directe	60
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint	63
4.2.4 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	65
4.2.5 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	83

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CHNUF	Centre Hospitalier National Universitaire de Fann
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

OBSERVATION GENERALE SUR LES PROCEDURES DE DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les pratiques collusives dans la mise en œuvre des procédures de Demandes de Renseignements et de Prix déjà mentionnées dans nos rapports de revue des marchés au titre de l'exercice 2010 ont encore été notées au cours de la gestion 2012. Ainsi, sur un échantillon de seize (16) Demandes de Renseignements et de Prix déroulées par le CNHUF, représentant une valeur estimée à 197 002 656 F CFA, huit (8) dont la valeur est estimée à 93 135 827 F CFA, sont entachées d'indices de collusion, en violation du principe de transparence édicté par le Code des Obligations de l'Administration dans son article 24. Cela représente 50% de l'échantillon test en nombre et 47,28% en valeur. La persistance des pratiques collusives, le lancement de procédures de DRP, aux fins de régularisation de marchés déjà exécutés ou ayant connu un début d'exécution (une régularisation a été identifiée dans notre échantillon test en violation de l'article 44 du COA), constituent des entorses à l'exigence de transparence des procédures, consacrée par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration auquel il convient de se conformer ; Les exemples ci-après sont une illustration de ce constat :

- a) l'examen des offres des soumissionnaires à la **DRP** relative à la sélection d'un prestataire pour la réalisation des **travaux de Réhabilitation du Logement du Directeur**, attribuée à **S.C.T.D.F.** pour un montant de **11 316 645 F CFA HT/HD**, a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs, en violation des règles de transparence des procédures, édictées par l'article 24 du COA. Les mêmes constats de collusion ont été notés pour la **DRP portant sélection d'un prestataire pour l'exécution des travaux d'étanchéité du bâtiment de la pneumologie**, attribuée au **G.I.E.MAP ENTREPRISE** pour un montant de **18 415 080 F CFA** ;
- b) l'examen de la **DRP** relative à la **sélection d'un prestataire pour l'exécution des travaux de réfection du logement du SAF**, a permis d'identifier au titre des critères de qualification, l'obligation pour les candidats de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En ne démontrant pas en quoi cette exigence est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante a restreint l'accès au marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011), en violation de l'article 24 du COA. Cette DRP attribuée à **ESOMAF**, pour un montant de **6 802 039 F CFA**, est

entachée d'irrégularités notamment, des signes de collusion entre fournisseurs, au vu du contenu des leurs factures pro forma ;

- c) ces signes de collusion ont également été identifiés lors de l'examen des offres des soumissionnaires à la **DRP relative à l'Entretien des splits, climatiseurs, chambres froides, frigos, extracteurs VMC, Caissons de ventilation**, attribuée à **FROID CHEIKH ANTA MBACKE**, pour un montant de **11 820 945 F CFA TTC** et à la **DRP** portant **Entretien général annuel des 10 groupes électrogènes** attribué à **ETP Alassane Preira** pour **8 260 000 F CFA TTC** ;
- d) l'examen de la **DRP** relative à la **Fourniture de 05 chariots d'urgence avec système d'élévation**, a permis de constater que ce marché a été attribué à **PHARMACOPEA**, pour un montant de **14 850 000 F CFA HTVA**, soit **17 523 000 F CFA TTC** en violation des dispositions de l'article 53 du CMP ; par ailleurs, l'examen des offres des candidats (lettres de soumission) a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs. Nous avons noté pour **cette DRP** des délais anormalement longs, entre l'approbation (05 avril 2012) et la notification (24 juillet 2012) du contrat ;
- j) l'examen des offres des soumissionnaires à la procédure de **DRP** relative aux **Travaux de réhabilitation des salles d'hospitalisation de la pneumologie du CHNUF**, attribuée à **ABDALLAH PRESTATION SERVICES**, pour un montant de **13 227 918 F CFA TTC**, a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs ;
- k) l'examen du contrat conclu avec **LOC SET pour la collecte et l'évacuation des ordures pour un montant de 4 890 000 F CFA HT**, a permis d'identifier une clause de tacite reconduction interdite, en violation de l'article 14 du CMP portant sur la durée des contrats et sur la nécessité d'une remise en concurrence périodique. La tacite reconduction, illicite en matière de marchés publics, est contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue une entrave au libre accès à la commande publique. Elle est une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé. Le contrat conclu avec **LOC SET** est daté du 2 janvier 2012 alors que l'ouverture des plis et l'attribution du marché sont intervenues le 2 février 2012 ; les signes d'un contrat de régularisation de prestations exécutées par anticipation, sont réunis, en violation des dispositions de l'article 44 du COA. L'examen des offres de trois (3) candidats a permis d'identifier des similitudes, laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.

AOO N° 09/12/MSHP/CHNU - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS MEDICAUX

Lot N° 1 : EQUIPEMENT DU LABORATOIRE D'ANATOMO-PATHOLOGIE

Lot N° 2 : ACQUISITION D'UN MAMOGRAPHIE

L'avis d'appel d'offres et le DAO ont inclus parmi les critères de qualification des candidats, l'exigence d'avoir exécuté au moins un (01)

marché de nature et de taille similaire. Cette exigence, relative à la taille des marchés, constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment, pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, si au regard de l'article 27 du COA, l'autorité contractante est fondée à requérir des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, elle ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés, de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;

Une confusion a été faite lors de l'examen préliminaire des offres, entre la vérification des critères de recevabilité des offres, effectuée avant l'examen détaillé des offres et la vérification des critères de qualification des candidats faite, ex-post, d'abord pour le candidat ayant proposé l'offre conforme la moins disante ;

Le non respect d'un critère de qualification a entraîné, au stade de l'examen préliminaire, le rejet d'une offre. Nous précisons que la recevabilité des offres est examinée au regard des dispositions des articles 43 et 44 du CMP et l'attribution au regard de l'article 59 du CMP ; les critères de sélection des candidats ne peuvent être inclus dans les critères d'attribution qui doivent essentiellement, viser à identifier l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Le recueil de la Garantie de Bonne Exécution de MHO, attributaire du lot N° 2 n'a pas été effectué, conformément aux délais prescrits dans les points 42.1 et 42.2 des IC du DAO et à l'article 115 du CMP. Nonobstant les conséquences de la non constitution de la garantie de bonne exécution dans les délais prescrits sur la décision d'attribution, le texte de la Garantie de Bonne Exécution, produite par MHO ne comprend pas une disposition essentielle du modèle qui donne la faculté à l'Autorité Contractante de demander au Garant, au plus une fois et pour une période pouvant aller jusqu'à un an, une prorogation de la durée de validité de la GBE. Sous ce rapport, nous avons noté un retard de quatre mois dans l'exécution du marché, non sanctionné par le décompte des intérêts de retard contractuels, en violation de l'article 134 du CMP qui justifierait la prorogation ci-avant évoquée. Les convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés, pour les séances d'ouverture des plis et d'attribution, ne sont pas classées dans le dossier, de ce fait, le vérificateur ne peut pas s'assurer du respect des délais réglementaires, fixés par l'article 39 du CMP ;

Les délais, accordés aux candidats ayant des dossiers administratifs incomplets, ne s'étendent pas jusqu'à l'attribution des marchés. Quand bien même la Commission des Marchés peut valablement fixer des délais inférieurs, elle est, tout de même, tenue d'accepter les compléments

de dossiers administratifs, dès lors qu'ils parviennent à la CM pendant le délai qui lui est imparti, pour l'attribution provisoire du marché (articles 44.3 et 70 du CMP) ;

Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP, qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire, ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;

Les articles cités en référence, dans la lettre de notification de l'attribution provisoire et relatifs aux recours, ne sont plus à jour. Il convient de se référer aux articles 88 et 89 du CMP, en lieu et place des articles 86 et 87 du CMP. De plus, cette information sur la possibilité de recours des candidats, n'est mentionnée que dans la notification d'attribution et devrait également, l'être dans les lettres d'information, adressées aux candidats non retenus pour leur permettre de pouvoir exercer leur droit de recours au cas où ils ne seraient pas du même avis que la commission des marchés sur leur décision d'attribution ;

Le bon de commande a été établi le 27 décembre 2012, bien avant la constitution de la garantie de bonne exécution (21 janvier 2013), pour une livraison des fournitures effectuée en mai 2013, alors que le délai de livraison avait été fixé à 30 jours et que la réception des prestations aurait dû être effective le 27 janvier 2013 ;

L'exécution de ce marché a accusé un retard de quatre mois, par rapport au délai d'exécution contractuel et aucune pénalité de retard n'a été décomptée, en violation de l'article 134 du CMP ;

Comme indiqué ci-avant, la garantie de bonne exécution, constituée par MHO pour le lot N° 2, ne prend pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO, stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;

Il s'y ajoute pour le lot 2, que le marché a été approuvé le 15 novembre 2012, alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 21 janvier 2013. Il s'est donc écoulé un peu plus de deux mois, avant que l'attributaire du marché ne produise l'attestation de garantie de bonne exécution ;

Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéa 42.1 et 42.2 stipule que « dans les quatorze (14) jours, suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au

CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO. Le défaut de constitution par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, sus- mentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, doit constituer un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas, l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées, pour exécuter le Marché de façon satisfaisante » ;

En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés, à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution, n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie ;

AOO N° 05/12/MSHP/CHNU FANN - ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES, MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN, IMPRIMES ET CARNETS A VOLET IDEM, FOURNITURES DE BUREAU

LOT 1 : CONSOMMABLES INFORMATIQUES - LOT 2 : MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN - LOT 3 : IMPRIMES ET CARNETS A VOLET IDEM LOT 4 : FOURNITURES DE BUREAU

L'avis d'appel d'offres et le DAO exigent dans les critères de qualification des candidats, l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaires. Cette exigence, relative à la taille des marchés, constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment, pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché ; l'autorité contractante peut dès lors, demander aux candidats, des références dans la fourniture de matériels analogues, mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi, elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;

Nous notons une incohérence au niveau du DAO, dans ses DPAO qui exigent la justification d'un marché de nature et de taille similaires, lors des trois dernières années. Par la suite, elles requièrent une attestation de service fait pour l'exécution d'au moins deux marchés similaires, au cours des trois dernières années; une mise en harmonie des exigences doit être faite, avant la diffusion des documents de passation ;

La commission des marchés a accordé un délai d'une semaine aux candidats, pour fournir les pièces administratives. Quand bien même

l'Autorité Contractante est fondé à fixer un délai pour la production des pièces administratives manquantes, elle est tout de même tenue d'accepter les pièces fournies, après ledit délai, dès lors que l'attribution provisoire n'est pas faite (article 44 du CMP), l'attribution devant être faite dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis, conformément à l'article 70 du CMP ;

Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement, pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante (article 59 du CMP). Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;

De plus, les critères de qualification et les critères de recevabilité ont été consignés dans un même tableau, alors qu'il s'agit de deux examens différents, les critères de recevabilité devant être examinés au préalable, alors que les critères de qualification sont examinés ex post, comme indiqué ci-dessus ;

Les montants des lots 1 et 4 sont supérieurs aux coûts estimés de ces marchés, en violation de l'article 9 du CMP ;

Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP, qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire, ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;

Les articles cités et concernant les recours dans la lettre de notification de l'attribution provisoire également, sont erronés. Il s'agit de l'article 88, en application de l'article 89 du CM, en lieu et place de l'article 86, en application de l'article 87 du CMP. De plus, cette information, sur la possibilité de recours des candidats, n'a été mentionnée que dans la notification d'attribution et non dans les lettres d'information, adressées aux candidats non retenus ;

Les garanties de bonne exécution, constituées par ETI pour les lots 1 et 2 et EUROGRAPH pour le lot 3, ne prennent pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO, stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante, formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie, pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;

Il s'y ajoute, pour le lot 3, que le marché a été approuvé le 13 juillet 2012, alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 09 octobre 2012. Il s'est donc écoulé un peu moins de trois mois, avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de

bonne exécution ;

Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéa 42.1 et 42.2, stipule que « dans les quatorze (14) jours, suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO ;

Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas, l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat, dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées, pour exécuter le Marché de façon satisfaisante» ;

En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés, à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie ;

La garantie de bonne exécution du lot 4 n'est pas jointe au dossier ;

Ce marché a été exécuté comme un marché à commande, alors que cette particularité n'avait pas été annoncée dans le DAO. Sous ce rapport, il convient de préciser que le DAO n'avait pas été soumis à l'avis préalable de la DCMP, alors qu'au regard des dispositions de l'article 140 du CMP, les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles doivent être soumis à l'avis préalable de la DCMP sur les DAC, avant le lancement de la procédure de concurrence ;

AO N° 04-12/MSHP/CHNUF FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES, DE MATERIELS MEDICO-CHIRURGICAUX, DE REACTIFS ET DE CONSOMMABLES DE LABORATOIRE REPATIS EN QUATRE (4) LOTS

L'article 63.2 du CMP fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 02 Avril 2012 et la date limite de dépôt des offres fixée au 02 Mai 2012, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'article précité ;

L'exigence des candidats d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et d'une rupture du principe d'égalité des candidats ;

Le nombre de DAO retirés n'a pas été précisé alors que cette information est requise pour des raisons de transparence et en ce qu'elle permet de mesurer l'étendue de la publicité ;

Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;

L'attribution provisoire n'est intervenue qu'un (1) mois et demi (1/2) après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché ;

Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;

La date de production des garanties de bonne exécution est postérieure de plus d'un mois à la date de signature du marché, en violation de l'article 115 du CMP ;

La lettre de notification de l'attribution définitive n'a pas été classée dans le dossier ;

L'attestation d'existence de crédits est postérieure à la signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;

Durant tout le processus et jusqu'à l'attribution provisoire, la nature des prix des marchés était HT HD et ce n'est qu'à la publication de l'avis d'attribution définitive, qu'elle est devenue TTC, sans aucune explication ;

Concernant le règlement du marché, en dehors de bons de commande, aucun justificatif n'a été classé dans le dossier pour les titulaires STE, GLOBAL PHARMA, DELTA MEDICAL, DIMINTER, TECHNOLOGIES SERVICES, TBS et DRP.

Pour MRS, les justificatifs de paiements (Bon de Commande, Bordereau de Livraison, Facture, Procès Verbal de réception et Ordres de paiement) pour un montant total de 24 202 000 F CFA sur 28 690 000 F CFA, ont été classés dans le dossier. Cependant, les justificatifs de règlement (copies chèques ou ordre de virement) n'ont pas été classés dans le dossier.

En outre, sur les justificatifs de paiement de MRS, le PV de réception 40/STM relatif au Bon de Commande 001858 d'un montant de 2 175

000 FCFA est daté du 28 Novembre 2011 et est donc antérieur au lancement du marché (Février 2012), laissant entrevoir la régularisation d'une opération déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA ;

En plus, le Bon de Commande N° 001244 émis est d'un montant de 25 300 000 FCFA alors que l'ordre de paiement et la facture sont d'un montant de 17 710 000 F CFA.

DRP N° F 04/12/MSAS/CHNUF FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE DE 150 KVA

Le cahier de charges mentionne, au titre des critères de qualification le respect des normes AFNOR, ISO, UTE et IEC ; il est indispensable, dans un cahier des charges, d'indiquer expressément, en sus du nom générique de l'organisme de normalisation, le ou les numéros de la ou des normes auxquelles, il faut se conformer mais aussi, la méthode de contrôle desdites normes à appliquer. Nous avons noté pour le soumissionnaire Ets Ibrahima Diallo, une incohérence entre le prix mentionné dans le procès verbal d'ouverture des plis (14 900 000 F CFA TTC) et celui consigné dans le rapport d'évaluation (18 582 000 F CFA TTC) ; le niveau de ce prix, qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres, a motivé, au stade de l'examen préliminaire, la déclaration de cette offre ainsi que de celle de MATFORCE, non conformes et non admises pour examen détaillé ; l'élimination prématurée de ces deux candidats est une entorse à l'application des dispositions des articles 43, 44 et 59 du CMP. Leurs offres auraient dû être examinées dans le détail, car le critère prix n'était pas le seul critère de jugement des offres et n'aurait pas dû entraîner le rejet à l'examen préliminaire des offres même si les montants dépassaient le seuil fixé, à l'article 53 du CMP, pour les marchés passés par DRP ; nous avons noté que ce critère prix a plus motivé la décision du Comité Technique d'Evaluation et de la Commission des Marchés, dans la mesure où, les offres des deux candidats ETS AIFA et SOFICA, ont été jugées conformes aux spécifications techniques et admises à l'examen détaillé, alors qu'aucune desdites spécifications n'a fait l'objet d'évaluation et que le premier attributaire ETS AIFA, n'avait pas rempli tous ces critères notamment, celui de la formation des agents de maintenance, contrairement au second moins disant SOFICA, qui avait satisfait à ce critère. Les critères de qualification ont été évaluée pour l'ensemble des candidats, dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post d'abord, pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié. Plusieurs incohérences ont été notées dans le déroulement des deux (2) procédures. La première procédure, lancée en Août 2012, avait abouti à la conclusion d'un contrat avec les ETS AIFA, pour un montant de 14 050 000 F CFA TTC, en novembre 2012 ;

L'Autorité Contractante a par la suite, pris une décision de résiliation du contrat avec AIFA en février 2013, sans respecter le formalisme

requis notamment, en adressant une mise en demeure formelle à l'attributaire sommant, le titulaire du marché, à se conformer à ses obligations contractuelles, dans un délai déterminé faute de quoi, la résiliation du contrat sera prononcée à ses torts. Une confusion a été notée car, ladite lettre de résiliation a plutôt été notifiée à SOFICA qui n'était pas le titulaire du marché incriminé ;

La procédure de DRP a été relancée avant la notification de la résiliation au titulaire défaillant ;

Les critères de qualification ont été évalués pour deux candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;

Ensuite, le comité mentionne que les offres des deux candidats (ETS AIFA et SOFICA) sont jugées conformes et que tous les critères de qualification, tels que spécifiés dans le cahier des charges, sont respectés. Cependant, les ETS AIFA n'avaient pas rempli tous ces critères notamment, sur la formation des agents de maintenance, alors que SOFICA était jugé qualifié sur ces derniers. Le critère prix a plus motivé la décision du comité technique et de la commission des marchés ;

L'examen détaillé (spécifications techniques) des offres jugées admises à cet examen, n'a pas été matérialisé dans le rapport d'évaluation qui nous a été transmis. En effet, le cahier des charges a été très précis dans les spécifications techniques, alors qu'aucune de ces spécifications n'a fait l'objet d'évaluation et que la méthode de sélection de l'offre conforme vis-à-vis de ces dernières n'a pas été matérialisée ;

La lettre de notification d'attribution, adressée aux ETS AIFA porte le cachet de l'entreprise ETI (Equipement- Travaux- Imprimerie). Les offres des soumissionnaires, les documents relatifs à l'exécution (facture, bon de commande, bordereau de livraison, PV de réception) et au règlement n'ont pas été joints au dossier.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP, sur l'inscription des marchés dans les plans de passation ;

Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés ;

Actualiser les articles du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, par rapport à l'ancien code des marchés publics ;

Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés ;

Se conformer à l'article 27 du COA, 44 et 70 du CMP ;

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment, les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics ;

Se conformer à l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard ;

Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori, d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite, jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres, qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure, avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification, qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire, ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;

Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, portant sur la restitution de leur garantie de soumission ;

La publication de l'Avis d'attribution définitive doit intervenir dans les quinze (15) jours, suivant la notification du marché au titulaire (article 85 du CMP) ;

Veiller à la constitution de la garantie de bonne exécution, par les titulaires des marchés, dans les délais réglementaires et bannir la

régularisation, conformément à l'article 44 du COA ;

Prendre en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution des dossiers-types, portant sur la prorogation du délai de la garantie, au cas où il aurait expiré, avant la fin de l'exécution du marché ;

Se conformer à l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés;

Veiller au respect de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PVO aux candidats ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus et la restitution des garanties de soumission;

Veiller au respect de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits ;

Se conformer à l'article 115 du CMP, sur la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du marché ;

Veiller au respect des articles 84 et 85 du CMP, sur la signature du marché et son approbation avant sa notification;

Se conformer à l'article 63.2 du CMP, sur le délai de dépôt des offres;

Déterminer de manière transparente la nature des prix des marchés ;

Eviter l'élimination abusive des candidats lors de l'évaluation. Ceci est une entrave au principe d'égalité de traitement des candidats ;

Veiller à évaluer les critères de qualification ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante, ensuite pour le second et ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;

Se conformer à l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres ;

Veiller à plus de cohérence dans les documents de passation des marchés ;

Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP ;

Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la

<p>procédure des DRP ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP, dans la procédure de DRP et bannir la collusion et les simulations de concurrence ;</p> <p>Se conformer à l'article 14 du CMP, sur la durée des marchés et le bannissement de la reconduction tacite;</p> <p>Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés ;</p> <p>Veiller à l'établissement de PV différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Les attestations de précompte de la TVA et les justificatifs de leur reversement doivent être classés dans le dossier de passation;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>La plupart des justificatifs de règlement des marchés ne sont pas classés dans les dossiers de passation.</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>se conformer aux instruction de l'ARMP en matière de classement des pièces de marchés y compris les pièces de règlement..</p>

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	ED Fourniture de réactifs (Cellpack, Cellclean) et consommables	ED Maintenance préventive et curative de la table télécommandée	AOR Fourniture de denrées alimentaires	AOO Equipement médical
Attributaires	SYSTEMES MEDICAUX (SSM)	CARREFOUR MEDICAL	E.G.T.F. PRESS HIGH TECH	Lot 1 : Technologie Services Lot 2 : MHO
Montants en F CFA TTC	13 507 823 F CFA TTC	21 240 000 F CFA TTC	13 905 800 F CFA TTC 70 594 848 F CFA TTC	29 561 000 F CFA HT/HD 68 000 000 F CFA HT/HD
Violation de l'article 6 du CMP sur l'inscription des marchés dans le PPM	✓			
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification				✓
Non respect de l'article 39.1 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés			✓	✓
Violation de l'article 44-3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives				✓
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats			✓	✓
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission				✓
Violation de l'article 115 du CMP sur la garantie de bonne exécution				✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓		✓

Description	AOO Consommables informatiques, matériel et produits d'entretien, imprimés et carnets à volet idem, fournitures de bureau			
Attributaires	ETI	ETI	EUROGRAPH	DISMAT
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 38 641 460 F CFA TTC	Lot 2 : 23 812 400 F CFA TTC	Lot 3 : 17 934 761 F CFA TTC	Lot 4 : 27 348 270 F CFA TTC
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires			✓	
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification			✓	
Violation de l'article 44-3 du CMP sur le délai de fourniture des pièces administratives			✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats			✓	
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai d'attribution des marchés			✓	
Violation de l'article 114 du CMP sur la garantie de bonne exécution			✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés			✓	

Description	AOO Acquisition de matériel médical au profit du service de neuroradiologie du centre hospitalier national universitaire de FANN	AOO Fourniture de produits pharmaceutiques, de matériels médico-chirurgicaux, de réactifs et de consommables de laboratoire, réparti en quatre (4) lots	AOO Fourniture d'atelier et de maintenance
Nature	Fourniture	Fourniture	Fourniture
Attributaires	MONITORING RADIOLOGY SYSTEMS (MRS)	MRS, STE, TBS, TECHNOLOGIE SERVICES, DRP, GLOBAL PHARMA, DIMINTER, DELTA MEDICAL	SEN-CADUCET SARL
Montants en F CFA TTC	255 890 000 FCFA HT HD	526 937 973 F CFA HT HD	66 969 425 FCFA
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires	✓		
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification			✓
Non respect de l'article 39.1 du CMP relatif aux convocations des membres de la Commission des Marchés	✓		✓
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation			✓
Violation de l'article 63-2 du CMP sur le délai minimal de dépôt des offres		✓	
Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats	✓	✓	✓
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓		
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission	✓	✓	
Violation de l'article 114 du CMP sur la garantie de bonne exécution	✓	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	

Description	DRP Fourniture et installation d'un (01) groupe électrogène de 150 KVA	DRP Entretien général annuel des 10 groupes électrogènes du CHNUF de Fann	DRP Travaux de réfection du logement du SAF	DRP Travaux d'entretien des espaces verts et jardins
Attributaires	SOFICA	ETP ALASSANE PREIRA	ESOMAF	AFRIQUE ENTREPRISE ET JARDINS
Montants en F CFA TTC	14 947 060 F CFA TTC	8 260 000 F CFA TTC	6 802 039 F CFA TTC	14 514 000 F CFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓		✓	✓
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓	
Violation de l'article 14 du CMP sur la durée des marchés		✓		
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification			✓	
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation des offres	✓			
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓			✓
Signe de collusion		✓	✓	

Description	DRP Entretien de splits, climatiseurs, chambres froides, frigos, extracteurs VMC, Caissons de ventilation	DRP Fourniture de 05 chariots d'urgence avec système d'élévation	DRP Fourniture oxygène haute pression 2x2 bouteilles et installation d'une centrale	DRP Transformation du service de cardiologie en clinique d'exploration cardiaque
Attributaires	FROID CHEIKH ANTA MBACKE	PHARMACOPEA DISTRIBUTION	AIR LIQUIDE SENEGAL	CERN
Montants en F CFA TTC	11 820 945 F CFA TTC	14 850 000 F CFA TTC	6 866 097 FCFA TTC	22 900 000 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	
Violation de l'article 27 du COA sur l'indication du critère taille dans les critères de qualification	✓	✓		
Violation de l'art 59 du CMP sur les critères de qualification			✓	
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus		✓		✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		✓

Description	DRP Collecte et évacuation des ordures du centre hospitalier universitaire de Fann	DRP Travaux de réhabilitation des salles d'hospitalisation de la pneumologie du CHU de Fann	DRP Fourniture de Consommables et Désinfectants Médicaux	DRP Fourniture de Gaz Médicaux	DRP Travaux de Réhabilitation du Logement du Directeur
Attributaires	LOC SET SURL	ABDALLAH PRESTATION SERVICES	Lot 1 Technologies Services Lot 2 Yama Multiservices	SAHEL GAZ	S.C.T.D.F.
Montants en F CFA TTC	4 890 000 FCFA TTC	13 227 918 F CFA TTC	Lot 1 4 176 112 F CFA HT/HD Lot 2 8 956 260 F CFA HT/HD	14 500 000 F CFA HT/HD	11 316 645 F CFA HT/HD
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓		
Violation de l'article 14 du CMP sur la durée des marchés	✓				
Violation de l'article 78-2 du CMP sur l'information des candidats non retenus	✓	✓	✓		
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		✓	
Récurrence des mêmes entreprises consultées					✓

Description	DRP Fourniture de Sandwichs	DRP Travaux d'étanchéité de la pneumologie	DRP Fourniture de matériels hôteliers
Attributaire	ETP CATERING MANDOUMBE KANE	G.I.E.MAP ENTREPRISE	AFRICOM, BSM, ETS KHADY NDIAYE
Montants en F CFA TTC	11 009 400 F CFA TTC	18 415 080 F CFA TTC	9 551 100 F CFA TTC
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓
Signe de collusion		✓	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DU CHNUF

Le **Centre Hospitalier National Universitaire de Fann** (CHNUF) est un établissement hospitalier de Dakar (Sénégal), pionnier dans le domaine de la psychiatrie en Afrique subsaharienne, et parfois connu sous le nom de École de Fann ou École de Dakar.

Le CHN de Fann polarise une population environnante de deux millions d'habitants qui comprend la ville de Dakar et sa banlieue. Du fait également de sa vocation nationale, et de par ses spécialités de pointe, le CHN de Fann a un rayon d'action englobant l'ensemble du territoire national, et couvre une population estimée en 2002 à 10 millions d'habitants.

Par ailleurs, le CHN de Fann, notamment son service de neurochirurgie, constitue un pôle d'attraction sous-régional. En effet, celui-ci a été le premier service de neurochirurgie de l'Afrique de l'Ouest. Au-delà donc du Sénégal, le flux de patients provient de la quasi-totalité des pays de la sous-région (Mauritanie, Mali, Guinée Conakry, Guinée Bissau, Gambie, etc.).

L'édification du CHN de Fann ne s'est pas faite en une seule fois, mais en plusieurs étapes comprises entre 1955, date du projet de sa création, et 2001, date de démarrage des travaux de construction du Service d'ORL.

Les premiers malades, en provenance du centre asilaire du Cap Manuel, arrivent dans le service de Neuropsychiatrie le 17 octobre 1956.

L'œuvre du médecin militaire français Henri Collomb contribue à faire connaître l'établissement bien au-delà des frontières du pays.

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;

- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuyons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours est organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b) à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des

attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

- c) à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d) à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e) à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f) à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g) à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h) à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;

- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous avons produit à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier National Universitaire de Fann pour apprécier la capacité de l'hôpital à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt qu'à prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) du CHNUF, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N° 0461 du 21 mars 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Il convient de noter que le décret 2007-545 du 25 avril 2007 visé dans la décision doit être remplacé par le décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

De nombreuses déficiences ont été notées dans le classement et l'archivage des pièces de marchés constitutifs de limitations à l'étendue de nos travaux, certaines procédures de vérification prévues n'ayant pu être mises en œuvre, faute de supports notamment, les offres des candidats, dont l'examen constitue un outil de contrôle de la fiabilité des informations consignées dans les différents procès verbaux et dans les rapports d'évaluation des offres (exemple du marché relatif aux travaux de transformation du service de cardiologie en clinique d'exploration cardiaque).

Nous avons relevé, dans le cadre de l'examen des procédures de demandes de renseignements et de prix, la récurrence de pratiques collusives (travaux de réhabilitation des salles d'hospitalisation de la pneumonie, fourniture de cinq chariots d'urgence, travaux de réhabilitation du logement du Directeur...), qui constituent des violations répétées des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats, consacrés par l'article 24 du Code des Obligations de l'Administration.

Il s'y ajoute des constats d'exécution anticipée de certaines prestations, laissant entrevoir que les procédures de DRP y relatives ont été déroulées, pour régulariser une situation de fait, en violation de l'article 44 du COA (exemple de la DRP relative à la collecte et à l'évacuation des ordures).

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N°0402 du 6 mars 2012 pour se conformer à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Il convient de noter que le décret 2007-545 du 25 avril 2007 visé dans la décision doit être remplacé par le décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Plusieurs non conformités ont été notées, lors de l'analyse du contenu de certains documents de passation des marchés, qui dénotent une insuffisante appropriation, par les acteurs de

certaines particularités du cadre réglementaire de la passation des marchés. Parmi ces non conformités nous pouvons noter que :

- plusieurs contrats comportent une clause de tacite reconduction qui est illicite en matière de marchés publics et constitue une entrave au libre accès à la commande publique qui a institué le de la remise en concurrence périodique ;
- des offres ont été rejetées prématurément au stade de l'examen préliminaire au motif que leurs montants dépassent le seuil de passation des marchés par DRP ;
- des critères abusifs ou discriminatoires figurent parmi les exigences en matière de qualification notamment, les critères liés à la taille des marchés exécutés ;
- une confusion est faite entre les critères de recevabilité des offres et les critères de qualification des candidats ;
- des marchés à commandes sont passés sans l'avis préalable de la DCMP, en violation des dispositions de l'article 140 du CMP...

Ces manquements sont autant d'insuffisances qui montrent que le processus de renforcement des capacités des acteurs, initié par la Direction qui a pris la pleine mesure de l'importance de la formation des acteurs, doit se poursuivre.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** ont été signées par tous les membres (titulaires et suppléants) de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés. Lesdites attestations ont été transmises avec retard, à la DCMP et à l'ARMP, en même temps que les décisions instituant la CM et la CPM.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du CHNUF de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Notons qu'au regard de l'article 6 du CMP, aucun avis spécifique de passation de marché ne peut être publié avant l'expiration d'un délai minimum de 7 jours à compter de la publication du PPM ou de sa révision à l'exception des cas prévus par l'article 76-2 du CMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans le PPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de passation des marchés par appel d'offres tel que spécifié dans l'article 53 du CMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Aux termes de l'article 6 du CMP, le CHNUF doit publier avant la fin du mois de janvier 2012 un Avis Général de Passation des Marchés selon le modèle arrêté par l'ARMP. Il convient de préciser pour ce qui concerne les prestations intellectuelles que leur inscription dans l'AGPM n'est obligatoire que lorsque leur coût estimatif atteint le seuil de revue a priori de la DCMP. L'AGPM a été publié le 6 janvier 2012 conformément aux prescriptions du CMP.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHNUF

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHNUF sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU CHNUF EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMP			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

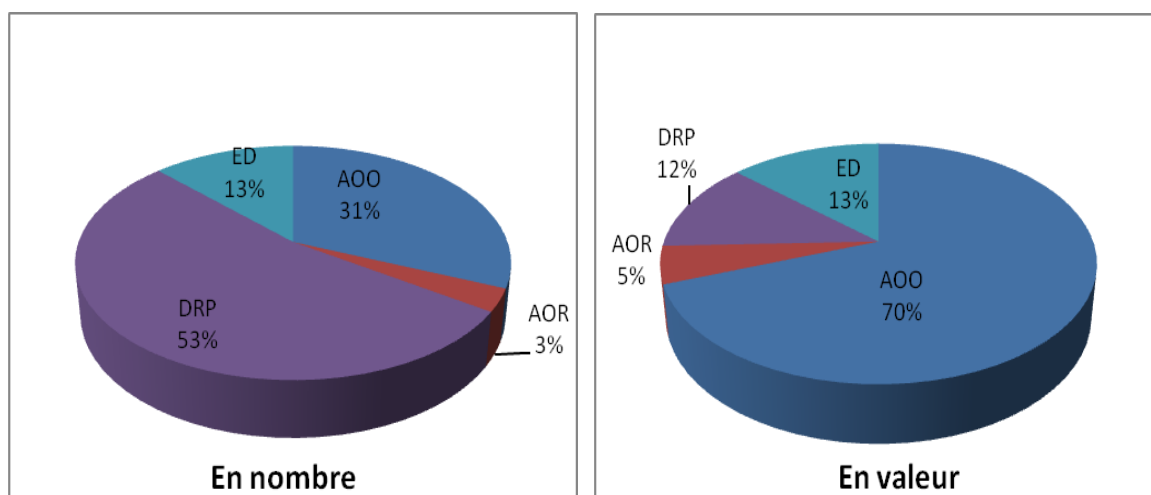
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

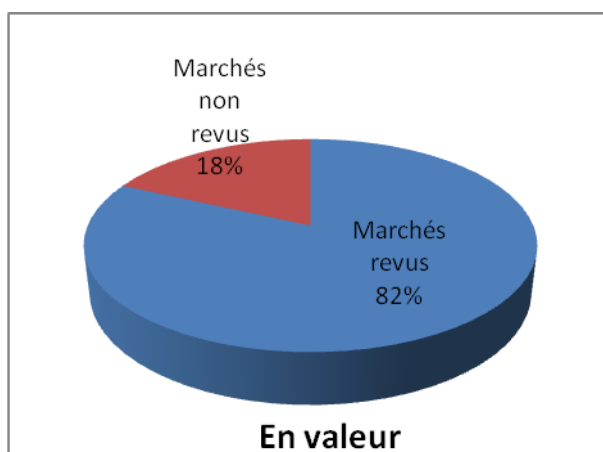
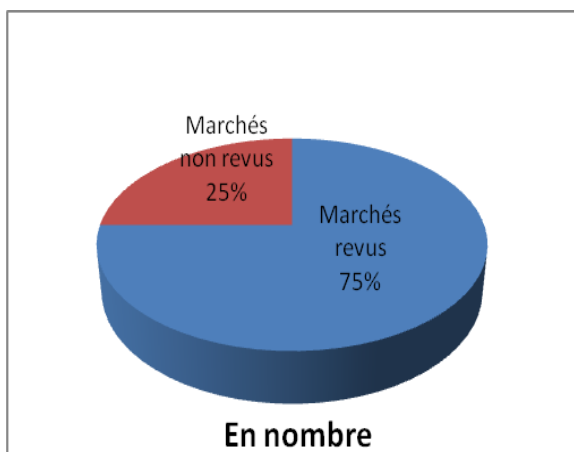
Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	10	1 162 108 709	5	1 055 095 289	50,00%	90,79%
Appel d'offres restreint (AOR)	1	84 500 648	1	84 500 648	100,00%	100,00%
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	17	205 311 626	16	197 002 656	94,12%	95,95%
Entente directe (ED)	4	223 231 605	2	34 747 823	50,00%	15,57%
Avenant	-	-	-	-	-	-
TOTAL	32	1 675 152 588	24	1 371 346 416	75%	82%

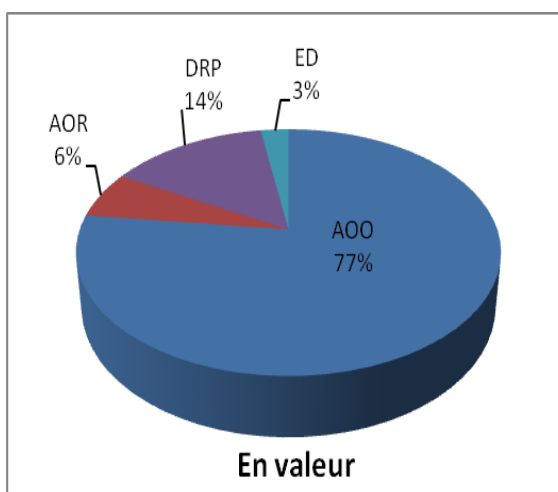
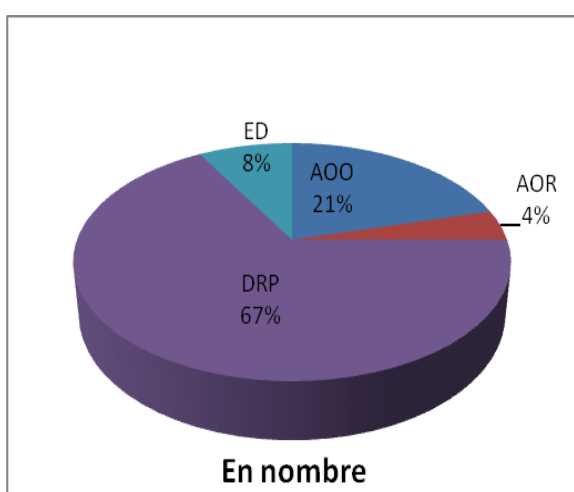
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS PAR ENTENTE DIRECTE

ED FOURNITURE DE REACTIFS (CELLPACK, CELLCLEAN) ET CONSOMMABLES	
Date de demande d'ANO de la DCMP	Lettre N° 01533 du 07 novembre 2012 (Non transmis)
Date d'ANO de la DCMP	Lettre N° 5014/MEF/DCMP/44 du 09 novembre 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	20 décembre 2012
Date de souscription	24 décembre 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	1 ^{er} février 2013
Date d'approbation	06 février 2013
Date d'immatriculation	08 février 2013
Date de notification du marché	14 février 2013
Date d'enregistrement des contrats	20 février 2013
Délai d'exécution	Gestion 2012
Attributaire	SYSTEMES MEDICAUX (SSM)
Montant en F CFA TTC	13 507 823 F CFA TTC
Non conformités	<p>L'examen du dossier de passation du marché par entente directe conclue avec SYSTEMES MEDICAUX (SSM) pour la fourniture de réactifs (CELLPACK, CELLCLEAN) et consommables, pour un montant de 13 507 823 F CFA TTC, a permis de noter des déficiences dans le classement des pièces de marché, la demande d'avis adressée à la DCMP n'y étant pas classée. Par ailleurs, l'article 75 alinéa 2 du CMP, auquel il est fait référence dans le modèle d'acte d'engagement et relatif au contrôle spécifique du prix de revient, n'est plus d'actualité ; il a été remplacé par l'article 76 alinéa 2 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant CMP auquel, il convient de se référer. Il convient de noter encore une fois, qu'il ne suffit pas de mentionner dans les contrats, l'obligation de les soumettre au contrôle des prix de revient ; encore faudrait il que la nature des informations à contrôler soit identifiée, leur périodicité de transmission définie et que l'Autorité Contractante soit en mesure de mettre en œuvre les contrôles. Enfin, il s'est écoulé 38 jours, entre la date de souscription du contrat et la date d'émission de l'avis favorable de la DCMP sur le projet de contrat. Cet écart est anormalement long car, le délai règlementaire entre ces deux étapes de</p>

	la passation est de 20 jours ; un délai de 43 jours s'est également passé entre la souscription et l'approbation du marché.
Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 6 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés ;</p> <p>Actualiser les articles auxquels il est fait référence, dans le contrat, en les adaptant au décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;</p> <p>Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La lettre N° 01533 du 07 novembre 2012, relative à la demande d'ANO adressée à la DCMP est désormais jointe dans le dossier, ainsi que sa réponse.</p> <p>Par ailleurs, nous prenons acte de vos commentaires.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires et de la transmission de la lettre relative à l'ANO de la DCMP sur le marché.

ED N° S0161/13 MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DE LA TABLE TELECOMMANDEE	
Date de demande d'ANO de la DCMP	12 septembre 2012
Date d'ANO de la DCMP	31 janvier 2013
Date de souscription	06/12/2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	11/12/2012
Date d'approbation	06 février 2013
Date d'immatriculation	08 février 2013
Date de notification	14 février 2013
Date d'enregistrement des contrats	18 février 2013
Délai d'exécution	Gestion 2012
Attributaire	CARREFOUR MEDICAL
Montant en F CFA TTC	21 240 000 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES RESTREINT

AOR N° 11-12/MSAS/CHNUF			
FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES			
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO		12 octobre 2012	
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short- listés		16 octobre 2012 relance	
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		29 octobre 2012 à 10 heures	
Délai de préparation des offres		12 jours	
Durée de validité des offres		90 jours	
Date d'attribution provisoire		31 octobre 2012	
Date de notification provisoire et d'information aux candidats non retenus		20 novembre 2012	
Date de publicité de l'attribution provisoire		23 novembre 2012 dans le journal Enquête N° 435	
Date de souscription		07 décembre 2012	
Date d'approbation		10 décembre 2012	
Date de l'attestation d'existence de crédits		12 décembre 2012	
Date d'immatriculation		13 décembre 2012	
Date de notification		17 décembre 2012	
Date d'enregistrement des contrats		20 décembre 2012	
Délai d'exécution		06 mois	
Attributaires	E.G.T.F.	Lot 1: Poisson	13 905 800 F CFA TTC
		Lot 6: Petits Pains	
	PRESS HIGH TECH	Lot 2 : Produits de longue conservation	70 594 848 F CFA TTC
		Lot 3 : Viande de bœuf	
		Lot 4 : Légumes frais	
		Lot 5 : Poulets de chair	
		Non conformités	

	<p>conduite de leurs politiques commerciales et de leurs activités. Dans le cas d'espèce, dès lors que c'est l'Autorité Contractante qui dresse elle-même la liste des candidats invités à prendre part à cette procédure restreinte, elle a l'obligation de se conformer à l'exigence de la mise en œuvre d'une réelle concurrence et de se prémunir contre toute constitution de liste, susceptible de fausser la concurrence ;</p> <p>Les copies des convocations adressées aux membres de la commission des marchés, pour l'ouverture des plis, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Le justificatif de la transmission du Procès Verbal d'ouverture des offres, aux soumissionnaires, n'est pas classé dans le dossier de passation.</p>
Recommandations	<p>Respecter le formalisme requis notamment l'information des soumissionnaires, telle que préconisée par le CMP ;</p> <p>Veiller au classement exhaustif des pièces de marché en conformité avec les instructions de l'ARMP relatives au classement et à l'archivage des documents de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les candidats mis en cause ont été choisis sur la base de données des fournisseurs de l'HOPITAL et titulaires de marchés antérieurement contractés, dans le domaine de fourniture de denrées alimentaires. Par ailleurs, aucun élément des dossiers de soumission ne montre, à notre connaissance, des indices pouvant permettre d'établir un lien juridique entre les deux entités citées.</p> <p>A l'appui, nous vous transmettons la liste des candidats invités, dûment validée par la DCMP et les formulaires de renseignements des deux candidats qui ne soulignent aucune liaison entre les deux parties.</p> <p>Seule la convocation de la Cellule a été archivée dans le dossier parce que les autres convocations sont transmises directement à leurs destinataires par le président de la CM.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires et retirons nos observations.

4.2.4. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

AOO N° 09/12/MSHP/CHNU ACQUISITION D'EQUIPEMENTS MEDICAUX Lot N° 1 : EQUIPEMENT DU LABORATOIRE D'ANATOMO-PATHOLOGIE Lot N° 2 : ACQUISITION D'UN MAMOGRAPHE		
Date de publication de l'AGPM		06 janvier 2012 dans Le Soleil
Date de transmission du DAO à la DCMP		22 février 2012 (non transmise)
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO		15 mai 2012
Date de publication de l'AO		15 juin 2012 dans Le Soleil
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis		16 juillet 2012
Délai de préparation des offres		30 jours
Période de validité des offres		90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres
Date de l'évaluation technique		1 ^{er} août 2012
Date d'attribution		03 août 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution		22 août 2012
Date de publication de l'attribution provisoire		28 août 2012 dans L'Observateur
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus		29 août 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits		16 novembre 2012
Date de souscription		08 novembre 2012 (lot 2) 12 novembre 2012 (lot 1)
Date d'approbation		13 novembre 2012 (lot 1) 15 novembre 2012 (lot 2)
Date d'immatriculation		21 novembre 2012
Date de notification du marché		30 novembre 2012
Date d'enregistrement du contrat		03 décembre 2012 (lot 2) 11 décembre 2012 (lot 1)
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		Non transmis
Délai d'exécution		30 jours (lots 1 et 2)
Attributaires	Lot 1 : Technologie Services	29 561 000 F CFA HT/HD

	Lot 2 : MHO	68 000 000 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>L'avis d'appel d'offres et le DAO ont inclus parmi les critères de qualification des candidats, l'exigence d'avoir exécuté au moins un (01) marché de nature et de taille similaire. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment, pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, si au regard de l'article 27 du COA, l'autorité contractante est fondée à requérir des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, elle ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011).</p> <p>Une confusion a été faite, lors de l'examen préliminaire des offres, entre la vérification des critères de recevabilité des offres, faite avant l'examen détaillé des offres et la vérification des critères de qualification des candidats, faite ex-post d'abord, pour le candidat ayant proposé l'offre conforme la moins disante.</p> <p>Le non respect d'un critère de qualification a entraîné, au stade de l'examen préliminaire, le rejet d'une offre. Nous précisons que la recevabilité des offres est examinée, au regard des dispositions des articles 43 et 44 du CMP et l'attribution, au regard de l'article 59 du CMP ; les critères de sélection des candidats ne peuvent être inclus dans les critères d'attribution qui doivent essentiellement, viser à identifier l'offre économiquement la plus avantageuse.</p> <p>Le recueil de la Garantie de Bonne Exécution de MHO, attributaire du lot N° 2 n'a pas été effectué conformément, aux délais prescrits dans les points 42.1 et 42.2 des IC du DAO et à l'article 115 du CMP. Nonobstant les conséquences de la non constitution de la garantie de bonne exécution dans les délais prescrits sur la décision d'attribution, le texte de la Garantie de Bonne Exécution, produite par MHO, ne comprend pas une disposition essentielle du modèle qui donne la faculté à l'Autorité Contractante de demander au Garant, au plus une fois et pour une période pouvant aller jusqu'à un an, une prorogation de la durée de validité de la GBE. Sous ce rapport, nous avons noté un retard de quatre mois dans l'exécution du marché, non sanctionné par le décompte des intérêts de retard contractuels, en violation de l'article 134 du CMP qui justifierait la prorogation ci-avant évoquée. Les convocations adressées aux membres de la CM, pour les séances d'ouverture des plis et d'attribution, ne sont pas classées et le vérificateur ne peut pas s'assurer du respect des délais réglementaires, fixés par l'article 39 du CMP ;</p> <p>Les délais, accordés aux candidats ayant des dossiers administratifs</p>	

	<p>incomplets, ne s'étendent pas jusqu'à l'attribution des marchés. Quand bien même la Commission des Marchés peut valablement fixer les délais inférieurs, elle est tout de même, tenue d'accepter les compléments de dossiers administratifs, dès lors qu'ils parviennent à la Commission des Marchés, pendant le délai qui lui est imparti, pour l'attribution provisoire du marché (articles 44.3 et 70 du CMP) ;</p> <p>Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;</p> <p>Les articles cités en référence dans la lettre de notification de l'attribution provisoire et relatifs aux recours, ne sont plus à jour. Il convient de se référer aux articles 88 et 89 du CMP, en lieu et place des articles 86 et 87 du CMP. De plus, cette information sur la possibilité de recours des candidats, mentionnée uniquement, dans la notification d'attribution, devrait également l'être dans les lettres d'information, adressées aux candidats non retenus ; cette information permet à ces entreprises d'exercer leur droit de recours au cas où elles seraient en désaccord avec la décision d'attribution de la commission des marchés conformément à l'article 88 du CMP ;</p> <p>Le bon de commande a été établi le 27 décembre 2012, bien avant la constitution de la garantie de bonne exécution (21 janvier 2013), pour une livraison des fournitures effectuée en mai 2013, alors que le délai de livraison avait été fixé à 30 jours et que la réception des prestations aurait dû être effective le 27 janvier 2013 ;</p> <p>L'exécution de ce marché a accusé un retard de quatre mois, par rapport au délai d'exécution contractuel et aucune pénalité de retard n'a été décomptée, en violation de l'article 134 du CMP ;</p> <p>Comme indiquée ci-avant, la garantie de bonne exécution constituée par MHO, pour le lot N° 2, ne prend pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO, stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée, avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie, pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;</p> <p>Il s'y ajoute pour le lot 2, que le marché a été approuvé le 15 novembre 2012, alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 21 janvier 2013. Il s'est donc écoulé un peu plus de deux mois avant que l'attributaire du marché ne produise l'attestation de garantie de bonne exécution ;</p> <p>Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéa 42.1 et 42.2, stipule que, « dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu, fournira la garantie de bonne exécution conformément, au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution</p>
--	---

	<p>annexé au DAO. Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, sus- mentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas, l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées, pour exécuter le Marché de façon satisfaisante» ;</p> <p>En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours, fixés à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie ;</p> <p>La mention « PAYE » n'est pas apposée sur la facture de MHO, pour le lot 2 ;</p> <p>Le support de publicité de l'avis d'attribution définitive, la lettre de notification d'attribution définitive, les garanties de soumission et les attestations des mainlevées ne sont pas versés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 27 du COA, 44 et 70 du CMP ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics ;</p> <p>Se conformer à l'article 134 du CMP, sur l'application des pénalités de retard ;</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres, qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification, qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire, ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP portant sur la restitution de leur garantie de soumission ;</p> <p>La publication de l'Avis d'attribution définitive doit intervenir dans les quinze (15) jours, suivant la notification du marché au titulaire (article 85 du CMP) ;</p> <p>Veiller à la constitution de la garantie de bonne exécution par les</p>

	<p>titulaires des marchés dans les délais réglementaires et bannir la régularisation, conformément à l'article 44 du COA ;</p> <p>Prendre en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution des dossiers-types, portant sur la prorogation du délai de la garantie au cas où il aurait expiré avant la fin de l'exécution du marché ;</p> <p>Veiller à inscrire les offres financières des soumissionnaires non retenus ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La lettre de transmission de demande d'avis à la DCMP sur le DAO est désormais jointe dans le dossier.</p> <p>Par rapport à l'exigence d'avoir exécuté un marché de taille similaire, c'est conscient de la complexité du marché que nous avons tenu à mentionner cette exigence même si nous ne l'avons pas documentée. Néanmoins, cette disposition a été validée par la DCMP, lors de la soumission du dossier pour revue. Notre motivation était de ne pas attribuer le marché à un candidat ne disposant pas les capacités financières et techniques pour l'exécuter.</p> <p>La notification définitive a bien été adressée au fournisseur avec accusé de réception (voir copie annexée).</p> <p>Nous prenons acte des autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons note de vos commentaires et de la transmission pièces manquantes Nous retirons nos observations relatives à l'archivage des documents et nous maintenons toutes les autres observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<p align="center">AOO N° 05/12/MSHP/CHNU FANN ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES, MATERIELS ET PRODUITS D'ENTRETIEN, IMPRIMES ET CARNETS A VOLET IDEM, FOURNITURES DE BUREAU</p> <p>LOT 1 : CONSOMMABLES INFORMATIQUES LOT 2 : MATERIEL ET PRODUITS D'ENTRETIEN LOT 3 : IMPRIMES ET CARNETS A VOLET IDEM LOT 4 : FOURNITURES DE BUREAU</p>	
Date de publication de l'AGPM	06 janvier 2012 dans Le Soleil
Date de transmission du DAO à la DCMP	Non transmis mais non requis
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	20 février 2012 (Non transmis mais non requis)
Date de publication de l'AO	23 février 2012 dans Le Soleil
Date de convocation de la CM	21 mars 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 mars 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	30 jours
Période de validité des offres	90 jours
Date de l'évaluation technique	25 avril 2012
Date de convocation de la CM	27 mars 2012
Date d'attribution	02 mai 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	15 mai 2012
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	25 mai 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	16 et 17 juin 2012 dans Le Soleil
Date de l'attestation d'existence de crédits	21 juin 2012 Deuxième attestation pour le lot 4 (1 ^{er} août 2012)
Date de notification d'attribution définitive	04 juillet 2012
Date de souscription	12 juillet 2012
Date d'approbation	13 juillet 2012
Date d'immatriculation	13 août 2012
Date de notification du marché	14 août 2012
Date d'enregistrement du contrat	21 août 2012 (Lot 3) 22 août 2012 (lot 4)

			28 août 2012 (Lots 1 et 2)
Date de publication de l’avis d’attribution définitive			23 août 2012 dans L’Observateur
Délai d’exécution			30 jours
Estimation du coût : 119 000 000 F CFA	Lot 1	28 000 000 F CFA	
	Lot 2	30 000 000 F CFA	
	Lot 3	36 000 000 F CFA	
	Lot 4	25 000 000 F CFA	
Attributaires	Lot 1 : ETI	38 641 460 F CFA TTC	
	Lot 2 : ETI	23 812 400 F CFA TTC	
	Lot 3 : EUROGRAPH	17 934 761 F CFA TTC	
	Lot 4 : DISMAT	27 348 270 F CFA TTC	
Non conformités	<p>L’avis d’appel d’offres et le DAO exigent, dans les critères de qualification des candidats, l’exécution d’au moins un (01) marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d’égalité des candidats. En effet, au regard de l’article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d’activités analogues à celle faisant l’objet du marché ; l’autorité contractante peut dès lors, demander aux candidats des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l’exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi, elle est objectivement rendue nécessaire par l’objet dudit marché et la nature des prestations, l’autorité contractante restreint l’accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011). ;</p> <p>Nous notons une incohérence au niveau du DAO, dans ses DPAO qui exigent la justification d’un marché de nature et de taille similaires, lors des trois dernières années. Par la suite, elles requièrent une attestation de service fait, pour l’exécution d’au moins deux marchés similaires, au cours des trois dernières années ; une mise en harmonie des exigences doit être faite, avant la diffusion des documents de passation ;</p> <p>La commission des marchés a accordé un délai d’une semaine aux candidats, pour fournir les pièces administratives. Quand bien même l’Autorité Contractante est fondé à fixer un délai pour la production des pièces administratives manquantes, elle est tout de</p>		

	<p>même tenue d'accepter les pièces fournies, après ledit délai, dès lors que l'attribution provisoire n'est pas faite (article 44 du CMP), attribution qui doit être faite, dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis, conformément à l'article 70 du CMP.</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats, dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>De plus, les critères de qualification et les critères de recevabilité ont été consignés dans un même tableau, alors qu'il s'agit de deux examens différents, les critères de recevabilité devant être examinés au préalable, alors que les critères de qualification sont examinés ex post comme indiqué ci-dessus ;</p> <p>Les montants des lots 1 et 4 sont supérieurs aux coûts estimés de ces marchés en violation de l'article 9 du CMP ;</p> <p>Les articles 81 alinéa 3 et 86 du CMP, qui ont été mentionnés dans l'avis d'attribution provisoire, ne sont plus actuels et doivent être remplacés respectivement, par les articles 83.3 (Décision d'attribution) et 88 (recours en matière de passation des marchés publics) du CMP ;</p> <p>Les articles cités et concernant les recours dans la lettre de notification de l'attribution provisoire également, sont erronés. Il s'agit de l'article 88, en application de l'article 89 du CMP, en lieu et place de l'article 86, en application de l'article 87 du CMP. De plus, cette information, sur la possibilité de recours des candidats, n'a été mentionnée que dans la notification d'attribution et non dans les lettres d'information adressées aux candidats non retenus ;</p> <p>Les garanties de bonne exécution, constituées par ETI pour les lots 1 et 2 et EUROGRAPH pour le lot 3, ne prennent pas en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution du DAO, stipulant que, « Sur demande écrite de l'autorité contractante, formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie, pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois » ;</p> <p>Il s'y ajoute pour le lot 3, que le marché a été approuvé le 13 juillet 2012, alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 09 octobre 2012. Il s'est donc écoulé un peu moins de trois mois, avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de bonne exécution ;</p> <p>Le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéa 42.1 et 42.2 stipule que, « dans les quatorze (14) jours, suivant la réception</p>
--	---

	<p>de la notification, par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution conformément, au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution, annexé au DAO ;</p> <p>Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas, l'autorité contractante pourra attribuer le marché, au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante, et qui possède les qualifications exigées, pour exécuter le Marché de façon satisfaisante » ;</p> <p>En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés, à compter de la notification du marché, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie ;</p> <p>La garantie de bonne exécution du lot 4 n'est pas jointe au dossier ;</p> <p>Ce marché a été exécuté comme un marché à commande, alors que cette particularité n'avait pas été annoncée dans le DAO. Sous ce rapport, il convient de préciser que le DAO n'avait pas été soumis à l'avis préalable de la DCMP, alors qu'au regard des dispositions de l'article 140 du CMP, les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles doivent être soumis à l'avis préalable de la DCMP, sur les DAC, avant le lancement de la procédure de concurrence ;</p> <p>La majeure partie des factures, bordereaux de livraison, ordres de paiement sont établis le 31 décembre 2012, exactement, à la date d'expiration de la garantie de bonne exécution ;</p> <p>La mention « PAYE » n'est pas apposée sur les factures définitives ;</p> <p>Les documents de règlement (chèque ou virements bancaires...) ne sont pas joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 27 du COA, 44 et 70 du CMP ;</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics ;</p> <p>Veiller à faire la distinction entre les critères de recevabilité, les critères d'évaluation et les critères de qualification. En effet, les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront</p>

	<p>alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de conformité et de recevabilité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP portant sur la restitution de leur garantie de soumission ;</p> <p>Veiller à la constitution de la garantie de bonne exécution par les titulaires des marchés dans les délais réglementaires ;</p> <p>Prendre en compte la clause du modèle de garantie de bonne exécution des dossiers-types, portant sur la prorogation du délai de la garantie au cas où il aurait expiré, avant la fin de l'exécution du marché ;</p> <p>Veiller à inscrire les offres financières des soumissionnaires non retenus, dans l'avis d'attribution provisoire ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Par rapport à l'exigence d'avoir exécuté un marché de taille similaire, c'est conscient de la complexité du marché que nous avons tenu à mentionner cette exigence même si nous ne l'avons pas documentée. Néanmoins cette disposition a été validée par la DCMP, lors de la soumission du dossier pour revue. Notre motivation était de ne pas attribuer le marché à un candidat ne disposant pas les capacités financières et techniques pour l'exécuter.</p> <p>Nous prenons acte de votre observation relative à l'attestation de services faits d'au moins deux marchés similaires. Un seul marché devait être demandé pour harmoniser avec la clause citée plus haut.</p> <p>Sur le délai de sept jours impartis aux soumissionnaires pour fournir les pièces administratives manquantes : nous sommes conscients qu'en dépit du délai imparti, ils étaient en droit de fournir ces pièces jusqu'à l'attribution du marché, c'est pourquoi, nous avons retenu d'accepter ces pièces même si le délai fixé était dépassé.</p> <p>Sur l'évaluation ex post de la qualification des soumissionnaires : nous sommes en phase avec l'auditeur sur la chronologie d'examen</p>

	<p>de la conformité des offres puis de la qualification. Toutefois, il convient de signaler que nous avons bien respecté cette chronologie, seulement au lieu de nous limiter à l'attributaire nous avons retenu d'examiner la post qualification de tous les soumissionnaires dont les offres étaient conformes afin d'obtenir un classement final qui nous serait utile en cas de désistement de l'attributaire du marché.</p> <p>Concernant votre observation sur la nature du marché, nous avons bien spécifié que « la passation du marché de clientèle sera conduite par appel d'offres ouvert.... » dans le paragraphe 4 de l'avis d'appel d'offres page 8 du DAO. Et mieux, des quantités indicatives ont été mentionnées dans le calendrier de livraison.</p> <p>En outre, le DAO a bien été transmis à la DCMP, pour avis, par lettre n°112/MSP/CHNUF/Dir/SAF/CPM du 26 juin 2014 (voir copie lettre de transmission ci-jointe).</p> <p>Par ailleurs, le budget des deux marchés a été revu à la hausse après l'attribution, pour faire face aux besoins urgents et ne pas être obligé de les classer sans suite. La décision d'attribution a été prise après confirmation par le contrôleur de gestion de l'hôpital de la couverture budgétaire de ce marché.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier.</p> <p>Cependant, nous maintenons le reste de nos observations ; nous précisons que la confirmation de la disponibilité des crédits fut elle par le Contrôleur de Gestion ne dispense pas la Direction de son obligation de requérir une délibération du Conseil d'Administration pour réviser le budget à la hausse.</p>

**AO N° 07-11/MSHP/CHNUF
ACQUISITION DE MATERIEL MEDICAL
AU PROFIT DU SERVICE DE NEURORADIOLOGIE**

Date de transmission du DAO N°	1ère saisine : 16 Juin 2011 2ème saisine : 04 Juillet 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	07 Juillet 2011
Date de publication de l'AO	15 Juillet 2011 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	16 Août 2011 à 10 heures 30 minutes
Délai de préparation des offres	31 jours
Date d'ouverture des plis	16 Août 2011
Date de l'évaluation technique	Rapport non daté
Date d'attribution	05 Septembre 2011
Date de l'attestation d'existence de crédits	12 Septembre 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	21 Septembre 2011
Date de notification d'attribution provisoire	21 Septembre 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	04 Octobre 2011 « Le Soleil »
Date de notification d'attribution définitive	02 janvier 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	25 Septembre 2012
Date de souscription	22 Août 2012
Date d'approbation	28 Septembre 2012
Date d'immatriculation	1 ^{er} Octobre 2012
Date de notification	03 Octobre 2012
Date d'enregistrement du contrat	03 Octobre 2012
Date de publication de l'avis	27 Février 2013 « L'Enquête »

d'attribution définitive	
Délai d'exécution	-
Garantie de soumission	13 808 400 FCFA
Attributaire	MONITORING RADIOLOGY SYSTEMS (MRS)
Montant du marché en TTC	255 890 000 FCFA HT HD
Non conformités	<p>La lettre portant observations de la DCMP sur le DAO, suite à sa première saisine, n'a pas été classée dans le dossier, mis à notre disposition ;</p> <p>Le dossier d'appel d'offres n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les copies des convocations aux réunions des membres de la commission des marchés n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 39 du CMP ;</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation de l'art 67.4 du CMP ;</p> <p>Les lettres d'information de trois (3) sur les quatre (4) candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été classées dans le dossier en violation de l'article 83.3 du CMP ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel ;</p> <p>Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La date de production de la garantie de bonne exécution est postérieure de plus d'un an à la date de signature du marché, en violation de l'article 115 du CMP ;</p> <p>Il s'est passé un délai de plus d'un an, entre la notification de l'attribution définitive (02 janvier 2012) et la publication de l'avis d'attribution définitive du marché (27 février 2013), en violation de l'article 85.4 du CMP, qui fixe un délai de quinze (15) jours entre ces deux étapes de la passation ;</p> <p>Une incohérence a été également notée dans ce dossier car, il a été demandé au titulaire, dans la lettre de notification de l'attribution définitive, de fournir la garantie de bonne exécution, alors que c'est dans la lettre de notification de l'attribution provisoire du marché qu'on rappelle à l'attributaire, de prendre ses dispositions en vue de la signature du contrat, étant entendu que la garantie doit être constituée en</p>

	<p>totalité, à la signature du marché, tel stipulé par l'article 115 du CMP. L'attestation d'existence de crédits est postérieure à la signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;</p> <p>En dehors d'un bon de commande, aucun justificatif d'exécution et de règlement du marché n'a été classé dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 39 du CMP sur les convocations des membres de la commission des marchés;</p> <p>Veiller au respect de l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PVO aux candidats ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus et la restitution des garanties de soumission ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits ;</p> <p>Se conformer à l'article 115 du CMP sur la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du marché ;</p> <p>Veiller au respect des articles 84 et 85 du CMP sur la signature du marché et son approbation avant sa notification ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le DAO et les correspondances adressées à la DCMP, vous ont bien été transmis, d'ailleurs, ils font partie des documents restitués par votre cabinet, après la revue (voir ci-joint la lettre de demande d'avis à la DCMP sur le DAO).</p> <p>Les lettres de notification de même que les copies des justificatifs de règlement sont bien classées dans le dossier.</p> <p>Nous prenons acte des autres recommandations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier et retirons les observations relatives à la transmission des pièces de ce marché.</p> <p>Toutes les autres observations et recommandations sont maintenues.</p>

<p align="center">AO N° 04-12/MSHP/CHNUF FOURNITURE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES, DE MATERIELS MEDICO-CHIRURGICAUX, DE REACTIFS ET DE CONSOMMABLES DE LABORATOIRE REPATIS EN QUATRE (4) LOTS</p>	
Date de transmission du DAO N°	1ère saisine : 26 Janvier 2012 2ème saisine : 15 Février 2012 3ème saisine : 22 Février 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	28 Février 2012
Date de publication de l'AO	02 Avril 2012 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	02 Mai 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	29 jours
Date de l'évaluation technique	Rapport non daté
Date d'attribution	18 Juin 2012
Date de notification d'attribution provisoire	02 Aout 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	12 Septembre 2012
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	10 Juillet 2012
Date de publication de l'attribution provisoire	28 et 29 Juillet 2012 dans « L'Observateur»
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	-
Date de souscription	MRS, TBS, Technologies Services : 27 Août 2012, STE, DELTA MEDICAL: 22 Août 2012, DRP : 16 Août 2012 GLOBAL PHARMA : 23 Août 2012 DIMINTER : 17 Août 2012
Date d'approbation	MRS, TBS, TECHNOLOGIE SERVICES, 27 Août 2012 DELTA MEDICAL, STE: 23 Août 2012

		DRP, GLOBAL PHARMA : 31 Août 2012 DIMINTER : 03 Octobre 2012
Date d'immatriculation		MRS, STE, TBS, TECHNOLOGIE SERVICES, DRP : 20 Septembre 2012 GLOBAL PHARMA : 1 ^{er} Octobre 2012 DIMINTER : 05 Octobre 2012 DELTA MEDICAL : 21 Septembre 2012
Date de notification		MRS : 24 Septembre 2012 STE : 30 Septembre 2012 DRP, TBS : 21 Septembre 2012 TECHNOLOGIE SERVICES : 1 ^{er} Octobre 2012 DIMINTER : 07 Octobre 2012 DELTA MEDICAL : 23 Septembre 2012
Date d'enregistrement du contrat		MRS : 27 Septembre 2012 STE, TECHNOLOGIE SERVICES : 02 Octobre 2012 GLOBAL PHARMA, TBS : 1 ^{er} Octobre 2012 DRP : 03 Octobre 2012 DIMINTER : 19 Octobre 2012 DELTA MEDICAL : 26 Septembre 2012
Date de publication de l'avis d'attribution définitive		19 Octobre 2012 « L'Observateur »
Délai d'exécution		-
Attributaires	MRS	3 390 000 F CFA HT/HD
		25 300 000 F CFA HT/HD
	STE	14 026 600 F CFA HT/HD

	TBS	15 199 543 F CFA HT/HD
	TECHNOLOGIE SERVICES	8 745 550 F CFA HT/HD
		28 659 150 F CFA HT/HD
	DRP	2 057 000 F CFA HT/HD
		3 082 000 F CFA HT/HD
		15 371 500 F CFA HT/HD
		43 529 400 F CFA HT/HD
	GLOBAL PHARMA	129 355 000 F CFA HT/HD
	DIMINTER	192 664 580 F CFA HT/HD
	DELTA MEDICAL	16 405 000 F CFA HT/HD
		29 152 650 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>L'article 63.2 fixe un délai minimal de trente jours calendaires à compter de la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence, pour le dépôt des offres, dans le cas d'un appel d'offres national. Or, l'avis d'appel d'offres a été publié le 02 Avril 2012 et la date limite de dépôt des offres fixée au 02 Mai 2012, soit un délai de préparation des offres de 29 jours, en violation de l'art précité ;</p> <p>L'exigence des candidats d'un marché de taille similaire est un critère discriminatoire, constitutif d'une entrave au libre accès à la commande publique et d'une rupture du principe d'égalité des candidats ;</p> <p>Le nombre de DAO retirés n'a pas été précisé alors que cette information est requise pour des raisons de transparence et en ce qu'elle permet de mesurer l'étendue de la publicité ;</p> <p>Aucun justificatif dans le dossier n'atteste de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>L'attribution provisoire n'est intervenue qu'un (1) mois et demi (1/2) après l'ouverture des plis en violation de l'article 70 du CMP qui fixe un délai maximum de quinze (15) jours entre la séance d'ouverture des plis et l'attribution du marché ;</p> <p>Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus, n'ont pas été classées dans le dossier, en violation de</p>	

	<p>l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>La date de production des garanties de bonne exécution est postérieure de plus d'un mois à la date de signature du marché, en violation de l'article 115 du CMP ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution définitive n'a pas été classée dans le dossier ;</p> <p>L'attestation d'existence de crédits est postérieure à la signature du contrat, en violation de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable des crédits avant signature de tout marché ;</p> <p>Durant tout le processus et jusqu'à l'attribution provisoire, la nature des prix des marchés était HT HD et ce n'est qu'à la publication de l'avis d'attribution définitive, qu'elle est devenue TTC, sans aucune explication ;</p> <p>Concernant les justificatifs du règlement, en dehors de bons de commande, aucun justificatif de règlement de marché n'a été classé dans le dossier pour les titulaires STE, GLOBAL PHARMA, DELTA MEDICAL, DIMINTER, TECHNOLOGIES SERVICES, TBS et DRP.</p> <p>Pour MRS, les justificatifs de paiements (Bon de Commande, Bordereau de Livraison, Facture, Procès Verbal de réception et Ordres de paiement) pour un montant total de 24 202 000 F CFA sur 28 690 000 F CFA, ont été classés dans le dossier. Cependant, les justificatifs de règlements (copies chèques ou ordre de virement) n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>En outre, sur les justificatifs de paiement de MRS, le Procès Verbal de réception 40/STM relatif au Bon de Commande 001858 d'un montant de 2 175 000 FCFA est daté du 28 Novembre 2011 et est donc antérieur au lancement du marché (Février 2012), laissant entrevoir la régularisation d'une opération déjà exécutée, en violation de l'article 44 du COA ;</p> <p>En plus, le Bon de Commande N° 001244 émis est d'un montant de 25 300 000 FCFA alors que l'ordre de paiement et la facture sont d'un montant de 17 710 000 F CFA.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 63.2 du CMP sur le délai de dépôt des offres ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PVO aux candidats ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats</p>

	<p>non retenus et la restitution des garanties de soumission;</p> <p>Veiller au respect de l'article 9 du CMP, sur l'existence préalable de crédits ;</p> <p>Se conformer à l'article 115 du CMP sur la constitution de la garantie de bonne exécution à la signature du marché ;</p> <p>Déterminer de manière transparente la nature des prix des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Concernant votre remarque faite sur le nombre de jours observés entre le lancement de la procédure et la date de l'ouverture des plis, une vérification nous a permis de compter 30 jours au lieu de 29 jours. Car la publication a été faite le 02 avril 2012 et la date de remise des offres programmée le 02 mai 2012 (compte non tenu de la date de publication).</p> <p>Le nombre de candidats ayant retiré le DAO a été bien précisé dans le tableau 2 du rapport d'évaluation : ils sont au nombre de dix (10).</p> <p>Cette lenteur constatée dans l'évaluation est causée par la lourdeur du dossier qui, était composé de quatre lots répartis au total en 12 sous lots. De fait, le délai de 15 jours fixé par le CMP ne pouvait être respecté.</p> <p>Nous prenons acte de l'erreur notée sur l'avis définitif publié.</p> <p>Le bon de commande n° 4858 du 22/11/12 cité dans votre observation ne concerne pas le marché, en objet, il est plutôt relatif à la fourniture de carte PHILIPS pour échographie.</p> <p>Par ailleurs, tous les justificatifs de paiement, relatifs à ces marchés sont maintenant classés dans le dossier et vous sont transmis.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Pour ce qui concerne le délai de préparation des offres de 29 jours, nous n'avons pas pris compte du dernier jour c'est-à-dire le jour de dépôt.</p> <p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier et retirons nos observations et recommandations relatives à ce point. Le reste demeure sans changement.</p>

4.2.5. MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F 04/12/MSAS/CHNUF FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN GROUPE ELECTROGENE DE 150 KVA	
Date de la 1^{ère} publication de la DRP	Samedi 04 et dimanche 05 août 2012 dans L'Observateur
Date de dépôt des offres sur la 1^{ère} publication	19 août 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	15 jours
Délai de validité des offres	Trois mois
Date de la 2^e publication de la DRP relancée	21 septembre 2012 dans L'Observateur
Date de dépôt des offres sur la 1^{ère} publication et d'ouverture des plis	28 septembre 2012 à 11 heures 30 minutes
Délai de préparation des offres	7 jours
Date d'attribution	1er octobre 2012 à 11 heures
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	02 octobre 2012
Date de signature du contrat	20 février 2013
Date de souscription du contrat	21 février 2013
Date d'approbation du contrat	22 février 2013
Date de notification du marché	08 mars 2013
Date d'enregistrement du contrat	04 mars 2013
Délai d'exécution	Gestion 2012
Sociétés ayant retiré le cahier de charges	Non renseigné
Nombre d'offres reçues	4 offres reçues : ETS AIFA, SOFICA, ETS IBRAHIMA

	DIALLO, MATFORCE
Coût estimé	14 900 000 F CFA
Attributaire	SOFICA
Montant du marché en F CFA TTC	14 947 060
Non conformités	<p>Le cahier de charges mentionne, au titre des critères de qualification le respect des normes AFNOR, ISO, UTE et IEC ; il est indispensable, dans un cahier des charges, d'indiquer expressément, en sus du nom générique de l'organisme de normalisation, le ou les numéros de la ou des normes auxquelles, il faut se conformer mais aussi, la méthode de contrôle desdites normes à appliquer. Nous avons noté pour l'offre du soumissionnaire Ets Ibrahima Diallo, une incohérence entre le prix mentionné dans le procès verbal d'ouverture des plis (14 900 000 F CFA TTC) et celui consigné dans le rapport d'évaluation (18 582 000 F CFA TTC) ; le niveau de ce prix, qui dépasse le seuil de passation des marchés par appel d'offres, a motivé, au stade de l'examen préliminaire, la déclaration de cette offre ainsi que de celle de MATFORCE, non conformes et non admises pour examen détaillé ; l'élimination prématurée de ces deux candidats est une entorse à l'application des dispositions des articles 43, 44 et 59 du CMP. Leurs offres auraient dû être examinées dans le détail, car le critère prix n'était pas le seul critère de jugement des offres et n'aurait pas dû entraîner le rejet à l'examen préliminaire, des offres même si les montants dépassaient le seuil fixé, à l'article 53 du CMP, pour les marchés passés par DRP ; nous avons noté que ce critère prix a plus motivé la décision du Comité Technique d'Evaluation et de la Commission des Marchés, dans la mesure où, les offres des deux candidats ETS AIFA et SOFICA, ont été jugées conformes aux spécifications techniques et admises à l'examen détaillé, alors qu'aucune desdites spécifications n'a fait l'objet d'évaluation et que le premier attributaire ETS AIFA, n'avait pas rempli tous ces critères notamment, celui de la formation des agents de maintenance, contrairement au second moins disant SOFICA, qui avait satisfait à ce critère. Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats, dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post d'abord, pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié. Plusieurs incohérences ont été notées dans le déroulement</p>

	<p>des deux (2) procédures. La première procédure, lancée en Août 2012, avait abouti à la conclusion d'un contrat avec les ETS AIFA, pour un montant de 14 050 000 F CFA TTC, en novembre 2012 ;</p> <p>L'Autorité Contractante a par la suite, pris une décision de résiliation du contrat avec AIFA en février 2013, sans respecter le formalisme requis notamment, en adressant une mise en demeure formelle à l'attributaire sommant, le titulaire du marché, à se conformer à ses obligations contractuelles, dans un délai déterminé faute de quoi, la résiliation du contrat sera prononcée à ses torts. Une confusion a été notée car, ladite lettre de résiliation a plutôt été notifiée à SOFICA qui n'était pas le titulaire du marché incriminé ;</p> <p>La procédure de DRP a été relancée avant la notification de la résiliation au titulaire défaillant ;</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour deux candidats dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont censés être évalués ex-post et uniquement pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>Ensuite, le comité mentionne que les offres des deux candidats (ETS AIFA et SOFICA) sont jugées conformes et que tous les critères de qualification, tels que spécifiés dans le cahier des charges, sont respectés. Cependant, les ETS AIFA n'avaient pas rempli tous ces critères notamment, sur la formation des agents de maintenance, alors que SOFICA était jugé qualifié sur ces derniers. Le critère prix a plus motivé la décision du comité technique et de la commission des marchés ;</p> <p>L'examen détaillé (spécifications techniques) des offres jugées admises à cet examen, n'a pas été matérialisé dans le rapport d'évaluation qui nous a été transmis. En effet, le cahier des charges a été très précis dans les spécifications techniques, alors qu'aucune de ces spécifications n'a fait l'objet d'évaluation et que la méthode de sélection de l'offre conforme vis-à-vis de ces dernières n'a pas été matérialisée ;</p> <p>La lettre de notification d'attribution, adressée aux ETS AIFA porte le cachet de l'entreprise ETI (Equipment- Travaux- Imprimerie), ceci laisse entrevoir des signes de collusion entre ces soumissionnaires.</p>
--	---

	<p>Les offres des soumissionnaires, les documents relatifs à l'exécution (facture, bon de commande, bordereau de livraison, PV de réception) et les documents de règlement n'ont pas été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Eviter l'élimination abusive des candidats lors de l'évaluation. Ceci est une entrave au principe d'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>Les critères de qualification ont été évalués pour l'ensemble des candidats, dont les offres ont été jugées conformes, alors que ces critères sont sensés être évalués ex-post et uniquement, pour le candidat dont l'offre a été jugée conforme et moins disante. Si ce dernier ne remplit pas ces critères, le second, parmi les candidats dont les offres sont conformes, est évalué, ainsi de suite, jusqu'à obtenir l'offre évaluée conforme et dont le candidat est qualifié ;</p> <p>Se conformer à l'article 59 du CMP, sur les critères d'évaluation des offres ;</p> <p>Veiller à plus de cohérence dans les documents de passation des marchés ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur, pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Le nombre ainsi que les noms des candidats ayant retiré le dossier sont bien précisés dans les tableaux 2 et 3 du rapport d'évaluation.</p> <p>Cette différence de prix s'explique par le fait qu'à l'ouverture des plis, l'offre du candidat ETS Ibrahima DIALLO mentionnait un prix hors taxe alors que le dossier de consultation exigeait des offres en TTC. Ainsi, après correction son offre devient 17 582 000 F et non 18 582 000 F, comme vous l'annoncez dans votre réserve. (voir lettre de soumission et extrait du rapport d'évaluation ci-joints).</p> <p>La résiliation du contrat des ETS AIFA est motivée par le fait que ce dernier était dans l'impossibilité de livrer le groupe dans les délais et nous avait saisis tardivement, après plusieurs relances par appel téléphonique, par une lettre de désistement pour le signifier (voir copie jointe).</p> <p>Ainsi le second moins disant conforme, à savoir SOFICA a été désigné attributaire du marché, après la résiliation du premier contrat.</p>

	<p>Par ailleurs, nous prenons acte de l'erreur commise sur la décision de résiliation.</p> <p>Nous tenons à signaler, par ailleurs que ETI n'a pas participé à la consultation, même si son cachet se trouve sur la notification des ETS AIFA. C'est parce que c'est la même personne qui, a, en tant que mandataire des deux structures qu'elle a souverainement créées, en déchargeant notre courrier a dû confondre ses deux cachets sans que cela puisse être perçu comme un signe de collusion du moment où ses deux entités (AIFA et ETI) n'ont pas compété en même temps dans ce dossier.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires portant sur le montant de l'offre de Ibrahima Diallo qui est effectivement de 17 582 000 F CFA et non de 18 582 000 F CFA. Il n'en demeure pas moins que l'évaluation aurait du être menée jusqu'au bout pour les offres de Ibrahima Diallo et Matforce au lieu d'être rejetées dès l'examen préliminaire.</p> <p>Nous maintenons nos observations sur le reste des commentaires.</p>

DRP N° P04/12 ENTRETIEN GENERAL ANNUEL DES 10 GROUPES ELECTROGENES	
Date des lettres d'invitation	08 février 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 février 2012 à 11 heures
Délai de préparation des offres	9 jours
Délai de validité des offres	30 jours
Date d'attribution	17 février 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	20 février 2012
Date de signature du contrat	22 février 2012
Date d'enregistrement du contrat	22 février 2012
Délai d'exécution	1 an
Fournisseurs consultés	ETP de Prestation de Service, ETP Alassane Preira, Norou Daarayni Energie, 2 TI, Mondial Energy
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : ETP de Prestation de Service, ETP Alassane Preira, Norou Daarayni Energie, 2 TI, Mondial Energy
Attributaire	ETP ALASSANE PREIRA
Montant du marché en F CFA TTC	8 260 000 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation qui nous ont été transmises ne sont pas numérotées et ne portent pas d'accusé de réception des entreprises auxquelles les lettres ont été adressées ;</p> <p>Le cahier de charges et les offres des soumissionnaires ne sont pas précis sur la consistance des prestations, seul un bordereau de prix a été inséré dans le cahier des charges et leur a été transmis ;</p> <p>Le contrat mentionne que ce dernier pourra être reconduit tacitement, d'accord partie. La reconduction tacite de contrat est illégale en matière de marchés publics et contraire à l'article 14 du CMP, relatif à la durée</p>

	<p>des marchés ;</p> <p>L'examen des offres a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre soumissionnaires.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP et bannir la collusion et les simulations de concurrence ;</p> <p>Eviter la tacite reconduction des contrats qui est interdite par la réglementation ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP et bannir la collusion et les simulations de concurrence.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La gestion de ce dossier a souffert d'un mauvais classement, mais les lettres d'invitation ont bien été transmises aux fournisseurs avec accusé de réception. D'ailleurs, toutes les notifications ont été déchargées par les intéressés.</p> <p>Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoqués une collusion future.</p> <p>Nous prenons acte de vos autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons nos observations.</p>

DRP N° T07/12/ TRAVAUX DE REFECTION DU LOGEMENT DU SAF	
Date des lettres d'invitation	09 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	22 mars 2012
Délai de préparation des offres	13 jours
Délai de validité des offres	30 jours
Date d'attribution	06 avril 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	06 avril 2012
Date de signature du contrat	1 ^{er} juin 2012
Date d'enregistrement du contrat	04 juin 2012
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	Sarr Presta – Shadia Prestation Service – ESOMAF – ETS FINANA – GIE MAP Entreprise
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : Sarr Presta – Shadia Prestation Service – ESOMAF – ETS FINANA – GIE MAP Entreprise
Attributaire	ESOMAF
Montant du marché en F CFA TTC	6 802 039 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le cahier des charges exige dans le formulaire de qualification des candidats l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaires. Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment, pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché ; l'autorité contractante peut dès lors, demander aux candidats des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du</p>

	<p>marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;</p> <p>Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure, en violation des dispositions de Circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le rapport d'évaluation des offres n'a pas été joint au dossier ;</p> <p>La commission a procédé à l'attribution (PV d'attribution) et à la notification d'attribution et de non attribution (lettres de notification) définitives, sans établir les pièces d'attribution et de notification provisoire, dont la transmission ouvre les délais de recours, auquel les candidats ont droit, en violation de l'article 88 du CMP ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des signes de collusion, en violation des principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>Le délai d'exécution n'est pas précisé dans le contrat, limitant ainsi, la vérification du respect de ce délai et éventuellement de l'application des pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;-</p> <p>L'attestation de service fait et les pièces de règlement n'ont pas été jointes au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP et bannir la collusion et les simulations de concurrence ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Par rapport à l'exigence d'avoir exécuté un marché de taille similaire, c'est conscient de la complexité du marché que nous avons tenu à mentionner cette exigence même si nous ne l'avons pas documentée. Néanmoins cette disposition a été validée par la DCMP, lors de la soumission du dossier pour revue. Notre motivation était de ne pas attribuer le marché à un candidat ne disposant pas les capacités financières et techniques pour l'exécuter.</p> <p>Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoqués une collusion future.</p> <p>Puisque le marché ne faisait pas l'objet de travaux complexes (travaux</p>

	<p>de réfection pour un montant ne dépassant pas globalement sept millions de FCFA), les critères d'attribution du marché ont été basés sur l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, sans référence à des critères de qualification.</p> <p>Nous prenons acte de vos autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires, cependant, nous maintenons nos observations.

DRP N° T02/12 TRAVAUX D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET JARDINS	
Date des lettres d'invitation	22 décembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	02 janvier 2012
Délai de préparation des offres	11 jours
Délai de validité des offres	30 jours
Date d'attribution	02 janvier 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	-
Date de souscription	17 avril 2012
Date d'approbation	18 avril 2012
Date de notification	18 avril 2012
Date d'enregistrement du contrat	19 avril 2012
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	SENEPREST SARL - Nouvelle Entreprise de Jardins (NEJ) – Afrique Entreprise et Jardins (AEJ) – GIE And Liguey Sicap – Générale d'Entreprise des Constructions et des Travaux Publics
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : SENEPREST SARL - Nouvelle Entreprise de Jardins (NEJ) – Afrique Entreprise et Jardins (AEJ) – GIE And Liguey Sicap – Générale d'Entreprise des Constructions et des Travaux Publics
Attributaire	Afrique Entreprise et Jardins
Montant du marché en F CFA TTC	14 514 000 F CFA TTC
Non conformités	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure, en violation des dispositions de Circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions

	<p>pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus et les documents de règlement n'ont pas été jointes au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à la circulaire 004 du PM ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La liste des candidats a été en fait mentionnée dans le cahier des charges (page 2 avis d'appel à concurrence) transmis à tous les candidats.</p> <p>Les pièces de règlement vous sont transmises.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier.</p>

<p align="center">DRP N° P03/12 ENTRETIEN DE SPLITS, CLIMATISEURS, CHAMBRES FROIDES, FRIGOS, EXTRACTEURS VMC, CAISSONS DE VENTILATION</p>	
Date des lettres d'invitation	27 janvier 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	06 février 2012
Délai de préparation des offres	10 jours
Délai de validité des offres	45 jours
Date d'attribution	06 février 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	07 février 2012
Date de souscription du contrat	13 février 2012
Date d'enregistrement du contrat	05 mars 2012
Délai d'exécution	12 mois
Attributaire	Froid Cheikh Anta Mbacké
Montant du marché en F CFA TTC	11 820 945 F CFA TTC
Non conformités	<p>Le cahier des charges exige dans le formulaire de qualification des candidats, l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaires ;</p> <p>Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché ; l'autorité contractante peut dès lors demander aux candidats, des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi, elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;</p>

	<p>Les documents de règlement ne sont pas joints au dossier ;</p> <p>L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 27 du COA et la décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011.</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Bannir la collusion et veiller à la transparence dans les procédures de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Par rapport à l'exigence d'avoir exécuté un marché de taille similaire, c'est conscient de la complexité du marché que nous avons tenu à mentionner cette exigence même si nous ne l'avons pas documentée. Néanmoins, cette disposition a été validée par la DCMP, lors de la soumission du dossier pour revue. Notre motivation était de ne pas attribuer le marché à un candidat ne disposant pas les capacités financières et techniques pour l'exécuter.</p> <p>Les pièces de règlement vous sont transmises.</p> <p>Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir a priori des indices pouvant évoquer une collusion future.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier. Cependant, nous maintenons le reste de nos observations.</p>

DRP N° F 01/12/MSHP/CHNUF FOURNITURE DE 05 CHARIOTS D'URGENCE AVEC SYSTEME D'ELEVATION	
Date des lettres d'invitation	14 février 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	24 février 2012
Délai de préparation des offres	10 jours
Délai de validité des offres	30 jours
Date d'attribution	24 février 2012
Date des lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus	-
Date de souscription du contrat	05 avril 2012
Date d'approbation du contrat	05 avril 2012
Date de notification du contrat	24 juillet 2012
Date d'enregistrement du contrat	07 août 2012
Délai d'exécution	30 jours
Fournisseurs consultés	Touba Business, GIE SENIEP, SERCO, ETS Khady, Pharmacopea Distribution
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : Touba Business, GIE SENIEP, SERCO, ETS Khady Ndiaye, Pharmacopea Distribution
Attributaire	Pharmacopea Distribution
Montant du marché en F CFA	14 850 000 F CFA HT
Non conformités	<p>Le cahier des charges exige dans le formulaire de qualification des candidats, l'exécution d'au moins un (01) marché de nature et de taille similaires.</p> <p>Cette exigence relative à la taille des marchés constitue à notre avis une entrave au libre accès à la commande publique notamment, pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. En effet, au regard de l'article 27 du COA, il peut être requis des candidats à un marché public, une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché ; l'autorité contractante peut dès lors, demander aux candidats des références dans la fourniture de matériels analogues mais ne peut pas demander aux soumissionnaires, de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi, elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet dudit marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès du marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011) ;</p> <p>Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste de tous les candidats consultés dans le cadre de cette procédure, en violation des dispositions de Circulaire n°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Nous notons des délais anormalement longs de 110 jours d'abord, entre l'approbation (05 avril 2012) et la notification (24 juillet 2012)) et ensuite entre l'émission du bon de commande (24 février 2012) et la livraison des marchandises (25 mai 2012) soit trois mois ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus et les documents de</p>

	<p>règlement n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>L'examen des lettres de soumission a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 27 du COA et la décision N° 150/11/ARMP/CRD du 03 août 2011 ;</p> <p>Se conformer à la circulaire 004 du PM ;</p> <p>Veiller au respect des délais réglementaires entre les différentes étapes de la passation des marchés ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Bannir la collusion et veiller à la transparence dans les procédures de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les critères de qualification n'ont pas été demandés dans le cahier des charges.</p> <p>Les pièces de règlement sont disponibles et vous seront transmises sans délai.</p> <p>Il faut noter, concernant l'archivage que le volume des dossiers lourds nous oblige à les classer dans des boîtes annexes. Néanmoins, l'essentiel des documents réclamés sont disponibles et vous seront transmis sans délai.</p> <p>Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir a priori des indices pouvant évoqués une collusion future.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier. Cependant, nous maintenons le reste de nos observations.</p>

DRP N° F 05-13 / MSAS
FOURNITURE OXYGENE HAUTE PRESSION 2X2 BOUTEILLES
ET INSTALLATION D'UNE CENTRALE

Date de saisine des fournisseurs	Publication les 29 et 30 Septembre 2012 dans « L'Observateur »
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	08 Septembre (Octobre) 2012 à 10 heures 30 minutes
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'attribution	08 Octobre 2012
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	01
Attributaire	AIR LIQUIDE SENEGAL
Montant du marché en F CFA TTC	6 866 097 FCFA TTC
Date de notification de l'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	10 Octobre 2012.
Non conformités	<p>Des exigences techniques ont bien été spécifiées dans le cahier des charges, mais la commission n'a procédé à aucune évaluation technique, des offres avant d'attribuer le marché en violation de l'article 59 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs de paiement (copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à l'établissement de PV différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Se conformer à l'article 59 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité	Cette DRP ayant enregistré à l'ouverture une seule offre, la Commission a estimé qu'elle pouvait séance tenante procéder à l'évaluation de cette seule offre reçue et à l'attribution du marché. Et elle a bien procédé à la

Contractante	<p>vérification des exigences techniques requises avant d’attribuer le marché (voir PV d’attribution joint).</p> <p>Les pièces de règlement sont disponibles vous seront transmises sans délai.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier. Cependant, nous maintenons le reste de nos observations.</p>

DRP N° T 06-12 / MSAS/CHNUF TRANSFORMATION DU SERVICE DE CARDIOLOGIE EN CLINIQUE D'EXPLORATION CARDIAQUE	
Date de saisine des fournisseurs	Publication les 04 et 05 Août 2012 « L'Observateur »
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	19 Août 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	22 Août 2012
Attributaire	CERN
Montant du marché en F CFA TTC	22 900 000
Non conformités	<p>Des offres ont été rejetées au stade de l'examen préliminaire, au motif que leurs montants dépassaient le seuil de passation des marchés par appel d'offres. L'élimination prématurée de ces candidats, est une entorse à l'application des dispositions des articles 43, 44 et 59 du CMP. Leurs offres auraient dû être examinées dans le détail car, le critère prix n'était pas le seul critère de jugement des offres défini dans le cahier des charges et n'aurait pas dû entraîner le rejet à l'examen préliminaire des offres, même si les montants dépassaient le seuil fixé à l'article 53 du CMP, pour les marchés passés par DRP. Il s'y ajoute que nous n'avons pas pu mettre en œuvre les procédures de vérification prévue, le dossier de marché ne comprenant pas les offres des candidats ;</p> <p>Les offres, les justificatifs de paiement (copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions des articles 43, 44, 53 et 59 du CMP.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Nous prenons acte de votre observation.</p> <p>Les pièces de règlement sont transmises.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier. Cependant, nous maintenons le reste de nos observations.

DRP COLLECTE ET EVACUATION DES ORDURES	
Date de saisine des fournisseurs	20 Janvier 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	02 Février 2012 à 09 heures
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	08 Octobre 2012
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) offres
Attributaire	LOC SET SURL
Montant du marché en F CFA TTC	4 890 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation ne mentionnent pas la liste des candidats présélectionnés tel édicté par la circulaire 004 du PM et n'ont pas été déchargées ;</p> <p>Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas versées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat comprend une clause de tacite reconduction interdite, en violation de l'article 14 du CMP, portant sur la durée des contrats et sur la nécessité d'une remise en concurrence périodique. La tacite reconduction, illicite en matière de marchés publics, est contraire au principe général de remise en concurrence périodique et constitue une entrave au libre accès à la commande publique. Elle est une cause de nullité absolue du contrat qui est regardé comme n'ayant jamais existé.</p> <p>Le contrat conclu avec LOC SET est daté du 2 janvier 2012 alors que l'ouverture des plis et l'attribution du marché sont intervenues le 2 février 2012 ; les signes d'un contrat de régularisation de prestations exécutées par anticipation sont réunis en violation des dispositions de l'article 44 du COA ;</p> <p>Le contrat a été soumis à la formalité de l'enregistrement mais l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier.</p>

Recommandations	<p>Veiller à l'établissement de PV différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Se conformer à l'article 14 du CMP ;</p> <p>Après avoir soumis les contrats à la formalité de l'enregistrement, l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement doivent être classés dans le dossier de passation;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les critères de qualification n'ont pas été demandés dans le cahier des charges.</p> <p>La liste des candidats a été introduite dans la partie « avis d'appel à concurrence » du cahier des charges (page 2) transmis à tous les candidats.</p> <p>Nous prenons acte de vos autres observations.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier. Cependant, nous maintenons le reste de nos observations.</p>

DRP N° T 05/12 TRAVAUX DE REHABILITATION DES SALLES D'HOSPITALISATION DE LA PNEUMOLOGIE	
Date de saisine des fournisseurs	03 Avril 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	12 Avril 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	08 jours
Date d'attribution	08 Octobre 2012
Nombre d'offres reçues	Cinq (05) offres
Attributaire	ABDALLAH PRESTATION SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	13 227 918 F CFA TTC
Non conformités	<p>Les procès verbaux d'ouverture des plis, d'évaluation et d'attribution ont été confondus dans un même document alors qu'il faut établir des PV distincts à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Les lettres de rejet des offres des candidats non retenus ont été envoyées tardivement aux soumissionnaires non retenus alors que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'examen, des offres a permis d'identifier des signes de collusion.</p>
Recommandations	<p>Veiller à l'établissement de PV différents à chaque étape de la procédure ;</p> <p>Mettre à disposition, les justificatifs de paiement ;</p> <p>Se conformer à la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>

Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La nature non complexe de cette DRP nous a permis d'utiliser le formulaire simplifié : ouverture et attribution</p> <p>Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoqués une collusion future.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires, cependant, nous maintenons nos observations.</p>

DRP N° F 06-12/MSAS/CHNUF FOURNITURE DE CONSOMMABLES ET DESINFECTANTS MEDICAUX		
Date de saisine des fournisseurs		L'observateur N° 2709 du 29 septembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		08 octobre 2012 à 11h30
Délai de préparation des offres		09 jours
Date d'attribution		10 octobre 2012
Délai d'exécution		15 jours
Date de notification d'attribution provisoire		16 octobre 2012
Date de signature du contrat		06 novembre 2012
Date d'enregistrement		19 novembre 2012
Fournisseurs consultés		-
Nombre d'offres reçues		03 offres reçues : Technologie Services ; AFSI ; Yama Multiservices
Attributaires	Lot 1 Technologies Services	4 176 112 F CFA HT/HD
	Lot 2 Yama Multiservices	8 956 260 F CFA HT/HD
Non conformités		Aucune anomalie significative n'a été identifiée
Recommandations		Aucune.
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

**DRP N° F 07-12/MSAS/CHNUF
FOURNITURE DE GAZ MEDICAUX**

Date de saisine des fournisseurs	Journal Enquête N° 438 du 26 novembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	07 décembre 2012 à 11h30
Délai de préparation des offres	09 jours
Date d'attribution	14 décembre 2012
Délai d'exécution	-
Date de notification d'attribution provisoire	14 décembre 2012
Date de signature du contrat	20 décembre 2012
Date d'enregistrement	18 janvier 2013
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	01 offre reçue : SAHEL GAZ
Attributaires	SAHEL GAZ
Montant du marché en F CFA	14 500 000 F CFA HT/HD
Date de notification de l'attribution provisoire	17 décembre 2012
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° T 04/12 TRAVAUX DE REHABILITATION DU LOGEMENT DU DIRECTEUR	
Date de saisine des fournisseurs	10 février 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	21 février 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	10 jours
Date d'attribution	21 février 2012
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	20 mars 2012
Date de notification d'attribution définitive	20 mars 2012
Date de signature du contrat	28 mars 2012
Date d'enregistrement	19 avril 2012
Fournisseurs consultés	Ndindy Presta Sarl ; S.C.T.D.F. ; GIE La Confiance ; Diagal Défar Bamou Bakh ; Ben-Techno
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : Ndindy Presta Sarl ; S.C.T.D.F. ; GIE La Confiance ; Diagal Défar Bamou Bakh ; Ben-Techno
Attributaire	S.C.T.D.F.
Montant du marché en F CFA	11 316 645 F CFA HT/HD
Non conformités	Des signes de collusion sont détectés dans les lettres de soumission des candidats.
Recommandations	Bannir la collusion et veiller à la transparence dans les procédures de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoquer une collusion future.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires, cependant, nous maintenons nos observations.

DRP N° F 01/12 FOURNITURE DE SANDWICHES	
Date de saisine des fournisseurs	16 décembre 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	26 novembre 2011 à 11 heures
Délai de préparation des offres	09 jours
Date d'attribution	30 décembre 2011
Délai d'exécution	-
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	30 décembre 2011
Date de notification d'attribution définitive	30 décembre 2012
Date de signature du contrat	30 décembre 2012
Date d'enregistrement	30 décembre 2012
Fournisseurs consultés	Solution Services ; Etp Catéring Mandoumbé Kane ; Niwa ; Ets Mamadou Ndiaye ; Xl Restauration
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : Solution Services ; Etp Catéring Mandoumbé Kane ; Niwa ; Ets Mamadou Ndiaye ; Xl Restauration
Attributaire	ETP CATERING MANDOUMBE KANE
Montant du marché en F CFA TTC	11 009 400 F CFA TTC
Non conformités	Aucune anomalie significative n'a été identifiée.
Recommandations	Aucune
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

DRP N° T 06/12/MSAS/CHNUF TRAVAUX D'ETANCHEITE DE LA PNEUMOLOGIE	
Date de saisine des fournisseurs	07 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	20 mars 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	05 avril 2012
Délai d'exécution	-
Date de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus	05 avril 2012
Fournisseurs consultés	G.I.E. Jubo ; Nadboul Amine Technologie ; G.I.E.Map Entreprise ; Shadi Prestation de Service ; Aboubacar Mbodj
Nombre d'offres reçues	05 offres reçues : G.I.E. Jubo ; Nadboul Amine Technologie ; G.I.E.Map Entreprise ; Shadi Prestation de Service ; Aboubacar Mbodj
Attributaires	G.I.E.MAP ENTREPRISE
Montant du marché en F CFA TTC	18 415 080 F CFA TTC
Non conformités	Des indices de collusion ont été identifiés dans les offres des candidats.
Recommandations	Bannir la collusion et veiller à la transparence dans les procédures de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoquer une collusion future.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires, cependant, nous maintenons nos observations.

DRP N° F 08-12/MSAS/CHNUF FOURNITURE DE MATERIELS HOTELIERS			
Date de publication de la DRP		L'ENQUÊTE du lundi 26 novembre 2012 n° 438	
Date de dépôt des offres		07 décembre 2012 août 2012 à 10 heures	
Délai de préparation des offres		11 jours	
Date d'ouverture des plis		07 décembre 2012	
Date d'attribution		14 décembre 2012	
Date de notification d'attribution provisoire		20 décembre 2012	
Date de signature du contrat		-Lot n°1 : le 19 et 20 décembre 2012 -Lot n°2 : le 19 et 20 décembre 2012 -Lot n°3 : le 19 et 20 décembre 2012	
Date d'enregistrement du contrat		-Lot n°1 : le 18 janvier 2013 -Lot n°2 : le 25 janvier 2013 -Lot n°3 : le 22 janvier 2013	
Nombre d'offres reçues		07 offres reçues pour chaque lot : GIE SOBEYA, BSM, ETS KHADY NDIAYE, GIE AFRICOM, SEN SERVICE, PRESS HIGHN TECH, ETS THIONDY	
Attributaires	AFRICOM	Lot 1	5 250 000 F CFA
	BSM	Lot 2	2 619 600 F CFA
	ETS KHADY NDIAYE	Lot 3	1 681 500 F CFA
Non conformités		Une confusion a été faite lors de l'examen préliminaire des offres, entre la vérification des critères de recevabilité des offres faite, avant l'examen détaillé des offres et la vérification des critères de qualification des candidats faite ex-post, d'abord pour le candidat ayant proposé l'offre conforme la moins disante. Nous précisons que la recevabilité des offres est examinée au regard des dispositions des articles 43 et 44 du CMP et l'attribution au regard de l'article 59 du CMP ; les critères de sélection des candidats ne peuvent être inclus	

	<p>dans les critères d'attribution qui doivent essentiellement, viser à identifier l'offre économiquement la plus avantageuse.</p> <p>Les justificatifs de règlement des différents lots (chèque ou virement), BL, facture définitive n'ont pas été classés dans le dossier ;</p> <p>Les offres pour les lots 1 et 2 du soumissionnaire ETS KHADY NDIAYE n'ont pas été classées dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation des marchés tel que recommandé dans les manuels de procédure de l'ARMP ;</p> <p>Se conformer à l'article 5 du dossier type de passation des marchés, relatif aux critères de qualification et à l'article 59 portant sur les critères d'évaluation.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les offres d'ETS Khady NDIAYE figurent bien dans le dossier classé.</p> <p>Les pièces de règlement vous sont transmises.</p> <p>En outre, nous prenons acte de vos suggestions.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires relatifs aux pièces manquantes dans le dossier.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél: 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Monsieur le Directeur
du Centre Hospitalier National
Universitaire de Fann
(CHNUF)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012

Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Reçu le 23 juin 2014
Centre Hospitalier National
Universitaire de Fann
SECRÉTARIAT DIRECTEUR


Ibra Guèye
Directeur Associé
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur Inc/E
Tél 221 41 72 - Fax 221 33 03
JF 11818 - Dakar SENEGAL
Email: bsc@arc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Un Peuple-Un But-Une Foi

MINISTRE DE LA SANTE
ET DE L'ACTION SOCIALE



Centre Hospitalier
National Universitaire
de Fann

N 00900

N°MSAS/CHNUF/DIR.

Dakar, le

07 JUL 2014

LE DIRECTEUR

A

Monsieur le Directeur Associé
du Cabinet Business System
Consulting Group (BSC)
-DAKAR-

Objet : Réponses aux réserves du rapport provisoire sur la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés au titre de la gestion 2012.

Monsieur le Directeur,

Suite à la réception de la version provisoire du rapport, relatif à la mission d'audit réalisée par votre cabinet sur la conformité des procédures de passation des marchés du Centre hospitalier National Universitaire de FANN, au titre de la gestion 2012, je viens, par cette présente, vous faire part des réponses aux réserves émises en conclusion de vos travaux.

En effet, les points saillants soulevés par la revue nous conduisent à vous apporter, en retour les éclairages suivants :

Réserves :

a) Concernant l'appel d'offres restreint pour la fourniture de denrées alimentaires (AOR N° 11-12/MSAS/CHNUF), les candidats concernés, en l'occurrence, Press High Tech et EGTF, ont été choisis dans la base de données des fournisseurs de l'HOPITAL et des titulaires de marchés antérieurement contractés, dans le domaine de fourniture de denrées alimentaires.

PRESS HIGH TECH et EGTF ont exécuté les mêmes marchés avec satisfécit durant la gestion 2011.

Par ailleurs, aucun élément des dossiers de soumission ne montre, à notre connaissance, des indices pouvant permettre d'établir un lien juridique entre les deux entités citées.

A l'appui, nous vous transmettons la liste des six(06) candidats invités, dûment validée par la DCMP, et les formulaires de renseignement des deux candidats qui, comme vous le verrez ne

contiennent aucun élément permettant d'établir le lien allégué. D'ailleurs, EGTF appartient à un certain Ibra FALL différent de Thierno Gade FALL propriétaire de Press High Tech.

En outre, seule la convocation de la Cellule a été archivée dans le dossier parce que les autres convocations sont transmises directement à leurs destinataires par le président de la CM.

b) Nous prenons acte de vos suggestions, relatives à la taille des marchés exigée dans les critères de qualification et à la garantie de bonne exécution.

Néanmoins, par rapport à l'exigence d'avoir exécuté un marché de taille similaire, c'est conscient de la complexité du marché que nous avons tenu à mentionner cette exigence, même si nous ne l'avons pas documentée.

Néanmoins cette disposition a été validée par la DCMP, lors de la soumission du dossier pour revue. Notre motivation était de ne pas attribuer le marché à un candidat ne disposant pas des capacités financières et techniques pour l'exécuter.

La notification définitive a bien été adressée au fournisseur avec accusé de réception (voir copie annexée).

Nous prenons acte des autres observations,

c) Nous prenons également acte de votre observation, relative à l'attestation de services faits d'au moins deux marchés similaires et convenons avec vous qu'un seul marché devait être demandé pour harmoniser avec la clause citée plus haut.

Concernant votre observation sur la nature du marché, nous avons bien spécifié que « la passation du marché de clientèle sera conduite par appel d'offres ouvert.... » dans le paragraphe 4 de l'avis d'appel d'offres page 8 du DAO. Et mieux, des quantités indicatives ont été mentionnées dans le calendrier de livraison.

En outre, le DAO a bien été transmis à la DCMP, pour avis, par lettre n°112//MSP/CHNUF/Dir/SAF/CPM du 26 juin 2014 (voir copie lettre de transmission ci-jointe).

Par ailleurs, le budget des deux marchés a été revu à la hausse après l'attribution, pour faire face aux besoins urgents afin de ne pas être obligé de les classer sans suite.

d) Le DAO et les correspondances adressées à la DCMP, vous ont bien été transmis, d'ailleurs ils font partie des documents restitués par votre cabinet, après la revue.

Toutes les autres remarques formulées sur ce dossier ne tiennent pas en compte de la capitalisation de la procédure (voir lettre DCMP ci-jointe).

Les arguments ont été bien fournis dans la lettre de saisine de la DCMP (n°1099/MSAS/CHNUF/DIR/SAF du 17/08/12, dont je vous tiens une autre copie.

Nous prenons acte des autres recommandations.

e) Concernant votre remarque sur le nombre de jours observés entre le lancement de la procédure et la date de l'ouverture des plis, une vérification nous a permise de compter 30

jours au lieu de 29 jours. Car la publication a été faite le 02 avril 2012 et la date de remise des offres programmée le 02 mai 2012 (même le jour de la publication n'est pas compté dans les trente jours).

Cette lenteur constatée dans l'évaluation est causée par la lourdeur du dossier qui, était composé de quatre lots répartis au total en 12 sous lots.

Nous prenons, par contre acte de l'erreur notée sur l'avis définitif publié et reconnaissons que les prix publiés devraient être plutôt en TTC.

Le bon de commande n°4858 du 22/11/12 cité dans votre observation ne concerne pas le marché, en objet, il est plutôt relatif à la fourniture de carte PHILIPS pour échographie, qui constitue un autre marché.

Par ailleurs, tous les justificatifs de paiement, relatifs à ces marchés sont disponibles et vous sont transmises.

f) Nous prenons acte de l'erreur commise sur la date d'approbation du marché qui correspond plutôt au 23 août 2012. Une erreur de date a été commise lors de la l'approbation du contrat par le PCA, qui a elle même inscrit une date erronée.

Par ailleurs la procédure a été correctement conduite, il ne s'agit pas de régularisation.

g) Concernant le marché de fourniture de groupe électrogène de 150 kva, le nombre, ainsi que les noms des candidats ayant retirés le dossier sont bien précisés dans les tableaux 2 et 3 du rapport d'évaluation.

Cette différence de prix s'explique par le fait qu'à l'ouverture des plis, l'offre du candidat ETS Ibrahima DIALLO mentionnait un prix hors taxe alors que le dossier de consultation exigeait des offres en TTC. Ainsi, après correction son offre devient 17 582 000 et non 18 582 000 F, comme vous l'annoncez dans votre réserve.(voir lettre de soumission et extrait du rapport d'évaluation ci-joints).

La résiliation du contrat d'ETS AIFA est motivée par le fait que ce dernier était dans l'impossibilité de livrer le groupe dans les délais et nous avait saisi tardivement, après plusieurs relances par appel téléphonique, par une lettre de désistement pour le signifier.

Ainsi le second moins disant conforme, à savoir SOFICA a été désigné attributaire du marché, après la résiliation du premier contrat.

Par ailleurs, nous prenons acte de l'erreur de notification commise sur la décision de résiliation.

Nous tenons à signaler, par ailleurs que ETI n'a pas participé à la consultation, même si son cachet se trouve sur la notification de ETS AIFA. C'est parce que la personne qui, a, en tant que mandataire des deux structures qu'elle a souverainement créées, en déchargeant notre courrier, a dû confondre ses deux cachets sans que cela puisse être perçu comme un signe de

h) Nous prenons acte de vos observations et nous convenons avec vous qu'une telle clause de « tacite reconduction » doit être supprimée. Ce dossier type est actuellement hors d'usage.

i) Les fournisseurs choisis sont dans la base de données de l'Hôpital. Rien dans leur dossier ne nous permettait d'établir à priori des indices pouvant évoqués une collusion future.

j) Nous prenons acte de vos suggestions sur l'élimination des entreprises ayant dépassé les seuils avant l'examen préliminaire des offres. Par ailleurs, les offres des candidats vous ont été bien transmises.

2.

a) Le contrôle du prix de revient est bien spécifié dans le contrat mais le code des marchés reste muet quant à son applicabilité. C'est pourquoi, à l'interne nous essayons de réfléchir sur les voies et moyens qui nous permettront de le mettre en œuvre de façon efficiente.

b) Les remarques de déficiences notées dans le classement des pièces, s'expliquent par le fait qu'en début de gestion, un bureau des marchés, composé d'une seule personne gèrait toutes les tâches en même temps.

Ce n'est qu'en fin d'année que des améliorations seront constatées dans la gestion de l'archivage, suite à l'installation de la cellule des marchés, avec un département chargé uniquement du classement et de l'archivage des dossiers de marchés.

Pour terminer, vous noterez que, pour l'essentiel, les marchés ont été passés dans un souci constant de respect des principes d'équité et de transparence, car même les Demandes de Renseignements et de prix ont fait l'objet de publication dans les journaux et que les recours des fournisseurs ont été amoindris, à cause d'une réactivité sans faille de la commission des marchés qui, s'est toujours attelée à répondre à toute demande d'éclaircissements qui lui était adressée.

Tout en restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur Le Directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur

